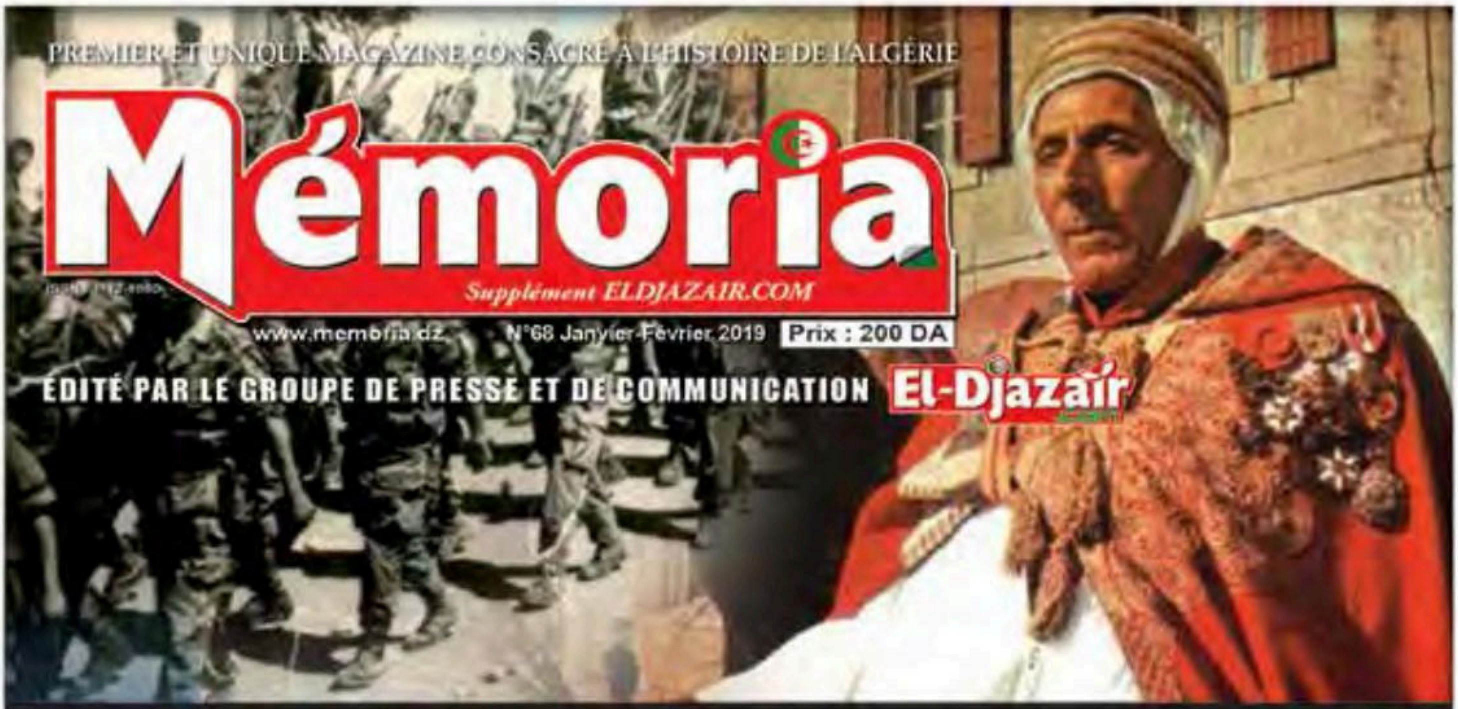
PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Mémoria

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz N°68 Janvier-Février 2019 Prix : 200 DA

ÉDITÉ PAR LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION El-Djazaïr



Les HARKIS après l'indépendance

ENTRE HISTOIRE ET SURENCHÈRE

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Supplément
N°68 Janvier/Fév. 2019

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Direction de la rédaction
Zoubir KHELAIFIA

Coordinatrices
Meriem KHELIFA

Reporter - Photographe
Abdessamed KHELIFA
Ghazi NACEF

Rédaction
Adel FATHI
Aissa KASMI
Boualem TOUARIGT
Boudjemaâ HAICHOUR
Hassina AMROUNI
Zoubir KHÉLAIFIA

Direction Artistique
Halim BOUZID
Salim KASMI

Impression
SARL imprimerie Ed Diwan

Contacts :
SARL COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726
+ 213 (23) 304 652
Fax : + 213 (23) 304 653
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

Mémoria
@Mmoria2

LES HARKIS APRÈS L'INDÉPENDANCE

GRÈVE DES HUIT JOURS

LES HARKIS APRÈS L'INDÉPENDANCE

P.7 Histoire
Les harkis après l'indépendance
ENTRE HISTOIRE ET SURENCHÈRE

P.11 Histoire
CONNEXIONS FATALES

P.15 Histoire
« LE DERNIER TABOU » DE LA COLONISATION ?

P.19 Histoire
LE LENT GLISSEMENT VERS LA RECONNAISSANCE

P.23 Histoire
L'IMPOSSIBLE REPENTIR

HARKI DURANT LA GUERRE

GUERRE DE LIBÉRATION

P.29 Histoire
Grève des huit jours
UN GRAND MOMENT DE MOBILISATION
POPULAIRE ET DE SOLIDARITÉ

P.35 Témoignage
Rencontre avec deux résponsables de la Wilaya II :
Tahar Bouderbala et Ammar Benaouda.
LE FLN C'EST LA RÉVOLUTION
LE FLN C'EST LA NATION
L'ALN C'EST L'ÉTAT

EMMANUEL MACRON

BACHAGHA BOUALEM

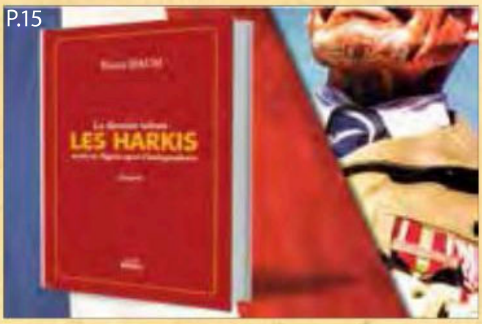
SOMMAIRE

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM
Consacré à l'histoire de l'Algérie
Edité par :
LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazaïr.com
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

LARBI BEN M'HIDI

SAÂDI YACEF

BRAHIM CHERGUI



« LE DERNIER TABOU » DE LA COLONISATION ?

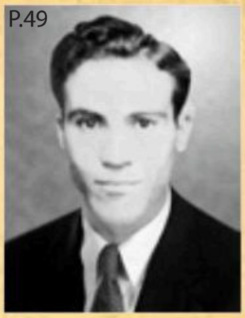
TAHAR BOUDERBALA ET AMAR BENAOUDA

P.49 **Portrait**
Chahid Abdelkader Belarbi
LE FILS PRODIGE DE ACHAÂCHA

Portrait
Mohamed Lakhdari
L'ENFANT DE OUARGLA MORT AU COMBAT

P.57 **Histoire**
Hamou Boutlelis
CHAHID SANS TOMBE

P.61 **Histoire**
Mohamed Lamine Debaghine
LE MÉDECIN MILITANT NATIONALISTE

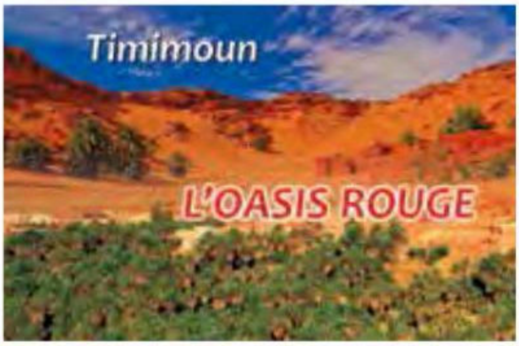


ABDELKADER BELARBI

MOHAMED LAKHDARI

HISTOIRE D'UNE VILLE

P.67 ***Timimoun***
L'OASIS ROUGE



Les **HARKIS** après l'indépendance

ENTRE HISTOIRE ET SURENCHÈRE

Adel Fathi

L'hommage officiel qui a été rendu récemment, en France par les plus hautes autorités politiques, aux anciens supplétifs de l'armée coloniale, au nom d'un «devoir de mémoire» toujours aussi fluctuant, est venu relancer le débat sur un épisode de l'histoire qui n'a jamais fini de déchainer les passions et d'interpeller les consciences.

LE FIGARO

EDITION DE 3 HEURES

24-25

ALGER : LES COMMANDOS O.A.S. TIRENT SUR LES SOLDATS DU CONTINGENT

12 militaires tués, 74 blessés • Nombreuses victimes civiles

VIGOUREUSE RIPOSTE DE L'ARMÉE

• BAB-EL-OUED INVESTI RUE PAR RUE

• Des avions mitraillent les toits; les chars lourds prennent position

LE GÉNÉRAL DE GAULLE AU GOUVERNEMENT :

Or, si on admet que cette décision prise par le président de la République française, Emmanuel Macron, en faveur des harkis et de leurs familles reste un débat franco-français, ses répercussions immédiates sur les efforts d'assainissement des relations algéro-françaises, déployés de ce côté-ci comme de l'autre, n'en

sont pas moins dangereuses. Car, d'abord, cette reconnaissance du rôle des harkis durant la guerre de Libération nationale vient conforter dans leur thèse tous ceux qui, dans les milieux de l'extrême droite française et des anciens membres de l'OAS, s'acharnaient depuis des années à pervertir le débat sur certains épisodes de l'histoire. Ils viennent donc de réussir sur cette histoire des harkis, et cela va certainement les galvaniser et les inciter à redoubler de férocité pour appeler à reconnaitre les exactions et crimes de l'OAS comme légitimes, voire comme des *« actes de bravoure »* qui auraient pu sauver l'Algérie française !

Le plus dramatique dans cette affaire est que, vue sous cet angle, la reconnaissance du rôle des harkis accrédite, de fait la version tant défendue par ces milieux notoirement anti-algériens, selon laquelle des centaines de harkis, *« abandonné par la France »*, auraient été massacrés par les Algériens au lendemain de l'Indépendance dans des actes de vengeance ouverts, selon eux, par le FLN postindépendance. Ce sera assurément la porte ouverte à ces organisations pour exiger la reconnaissance des *« crimes commis contre les pieds-noirs »*, à la fin de la guerre ou pour dénoncer *« l'abandon des harkis par l'Etat français »*. Ces organisations regroupant des ultras et d' *« anciens rapatriés »* de la France commémorent, d'ailleurs tous les 5 juillet, ce qu'ils décrivent comme *« le massacre des pieds-noirs et de harkis »* perpétré, selon leur version, le 5 juillet 1962 dans la ville d'Oran.

ORGANISATION ARMEE SECRETE
======================

N° 34 XOM/I2

Secteur Orléans Marine
++++++++++++++++

Le cessez-le-feu de Mr DE GAULLE ne signifie pas le cessez le feu de la FRANCE

NOTRE GUERRE COMMENCE
======================

ORGANISATION ARMEE SECRETE
======================

N° 35 CEP/I2

Secteur Orléans Marine
++++++++++++++++

« Les forces de l'ordre, gendarmes mobiles, C.R.S. et unités de quadrillage sont invitées à se refuser à toute action dans le secteur délimité par la caserne PELISSIER, la caserne d'ORLEANS, Climat de FRANCE et St. EUGENE.

« 48 heures de réflexion sont laissées aux Officiers, Sous-Officiers et soldats qui, à partir du jerdi 22 Mars 1962, à 0 heure, seront considérés comme des troupes au service d'un gouvernement étranger. »

O.A.S.
============

Victime algérienne des attentats de l'OAS

Familles de Harkis s'embarquant pour la France

Vu d'ici, ce déni flagrant de l'histoire peut servir de leçon pour essayer de se réapproprier l'écriture de cet épisode crucial et de rappeler, au passage, les méfaits du colonialisme et de ses avatars ; rappeler à ces ultras la réalité de ce qui s'est passé pendant les deniers mois de l'Indépendance de l'Algérie, précisément à Oran, où des centaines d'Algériens ont été tués par les hommes de l'OAS ; leur rappeler par la même occasion que ce sont les dirigeants de cette organisation terroriste, partisans de la politique de la terre brûlée, et les putschistes de l'armée française qui avaient tenté de *« récupérer »* les troupes de harkis dans leurs tentatives de coup d'Etat contre le général de Gaulle, en usant des méthodes les plus machiavéliques pour y parvenir.

De nombreux témoignages publiés démontent la mystification nourrie par les héritiers de l'OAS sur cet épisode tumultueux de l'Histoire, mais qui est, malheureusement, toujours relayé et amplifié, dans l'Hexagone, par des médias et des porte-voix du populisme qui en font des slogans de campagne pour finir par alimenter la xénophobie et les idées néo-fascistes et les porter, comme on vient de le voir, jusqu'au sommet de l'Etat. Chose qui, outre-mer, n'aidera pas à s'ouvrir sur l'Algérie et à *« assumer »* ce lourd héritage commun.

Diverses sources françaises estiment le nombre de harkis *« abandonnés »* par la France en Algérie entre 55 et 70 000. Une enquête approfondie menée par le chercheur français, Pierre Daum, et publiée sous le titre : Le dernier tabou : les harkis restés en Algérie, aux éditions Actes-Sud et réédité en Algérie par les éditions Koukou, révèle qu'un bon nombre de ces harkis restés au pays, et dont il a rencontré une soixantaine, mènent une vie plutôt tranquille et n'ont jamais été exposés à la vindicte populaire, ni à des actes de vengeance, comme le prétendent l'historiographie française, reprise machinalement par des historiens et des responsables politiques.

Dans son enquête, l'auteur démontre qu'environ 450 000 Algériens ont porté l'uniforme français à un moment ou un autre de la guerre de Libération nationale. Sur ces 450 000 hommes, 25 000 sont partis en France. Des milliers ont ensuite été assassinés. Mais au final, la grande majorité des harkis est restée en Algérie sans être tuée, même s'il reconnait qu'ils ont, toute leur vie, souffert d'un sentiment de rejet dans leur société, parce que traînant une mauvaise réputation de collaborateurs de l'ennemi et de traitres, et rappelant à la population algérienne les tristes moments qu'ils ont vécus pendant la guerre. L'auteur découvre également que beaucoup d'entre eux étaient, contrairement à une certaine idée reçue, pour l'indépendance de l'Algérie

Adel Fathi

CONNEXIONS FATALES

Adel Fathi

Apprivoisés pendant les dernières heures de la guerre par les dirigeants de l'OAS, qui ont voulu en faire «une force de frappe», les harkis n'échapperont pas, non plus après l'indépendance, aux convoitises des anciens amis de «l'Algérie française» qui les ont, eux aussi, utilisés contre les politiques des gouvernements français successifs, mais surtout dans les batailles électorales.

Harkis en 1959

Il se trouve que les harkis algériens, les anciens de l'OAS et tous les autres nostalgiques de l'Algérie française sont liés par une cause commune : celle de se venger contre l'histoire, contre ceux qu'ils accusent d'avoir facilement cédé à la guérilla et, pour ce qui concerne les harkis, de les avoir *« livrés à la vendetta »* en Algérie ou oubliés dans les ghettos parisiens pendant des décennies.

La première force politique à avoir su capter les voix de ces harkis et leurs descendants était le Front national de Jean-Marie Le Pen, lui-même ancien officier de l'armée française en Algérie et fervent partisan de la colonisation.

Jean-Marie Le Pen

Jean-Marie Le Pen

Harki armé

Tous les concepts employés aujourd'hui dans les discours politiques français sur la question des harkis sont, en réalité puisés dans le lexique du leader historique de l'extrême droite, hérité par ses successeurs à la tête du FN *(rebaptisé Rassemblement national depuis quelques mois)*.

Paradoxalement, les plaidoiries de l'extrême droite pour «la cause des harkis» étaient systématiquement associées aux discours xénophobes, aux appels contre la présence des étrangers dans l'Hexagone. Voici quelques exemples de cette mise en exergue des harkis sur la scène politique française :

En avril 1995, à l'occasion de la campagne présidentielle, Jean-Marie Le Pen invitait les Français à réfléchir sur *« la tragique expérience de nos compatriotes d'Afrique du Nord et Français musulmans chassés par des voyous »*. Et le candidat de mettre en garde : *« Est-ce que nous sommes prêts à accepter de n'être plus, nous aussi, que des étrangers dans notre propre pays. »* La référence aux harkis était également mobilisée par la presse proche de cette mouvance de l'extrême droite. Ainsi, un numéro spécial de la revue Français d'abord, sorti le 13 juin 1999 à l'occasion des élections européennes, publiait le portrait d'un fils de harkis, candidat du FN, Sid Ahmed Yahiaoui, *« fils de sénateur égorgé par le FLN »*, légendée comme suit : *« Les harkis avec Le Pen. Plus qu'un signe, l'expression de la fidélité de la communauté harkie à la France et à son défenseur dans les moments difficiles : Jean-Marie Le Pen. »*

Cela dit, l'ex-Front national n'était pas le seul port d'attache des anciens de l'OAS et des harkis enrôlés dans la politique. Dans le Sud-Est de la France, des anciens partisans de l'Algérien française ont aidé certains hommes politiques de la droite classique à se faire élire. Ces hommes, une fois élus, ont favorisé la réintégration de beaucoup d'entre eux dans des services municipaux et autres. Parmi ces élus, on trouve l'ex-ministre de droite, François Léotard, qui avait été élu maire de la ville de Fréjus en grande partie grâce aux voix et au soutien des anciens de l'OAS soutenus par les harkis.

Sid-Ahmed Yahiaoui
(Ancien conseiller régional FN d'Ile-de-France)

François Léotard,
homme politique français

Mourad Kaouah, président d'honneur de la Confédération des Français Musulmans rapatriés d'Algérie

Ahmed Djebbour.
Ancien député d'Alger de 1958 à 1962

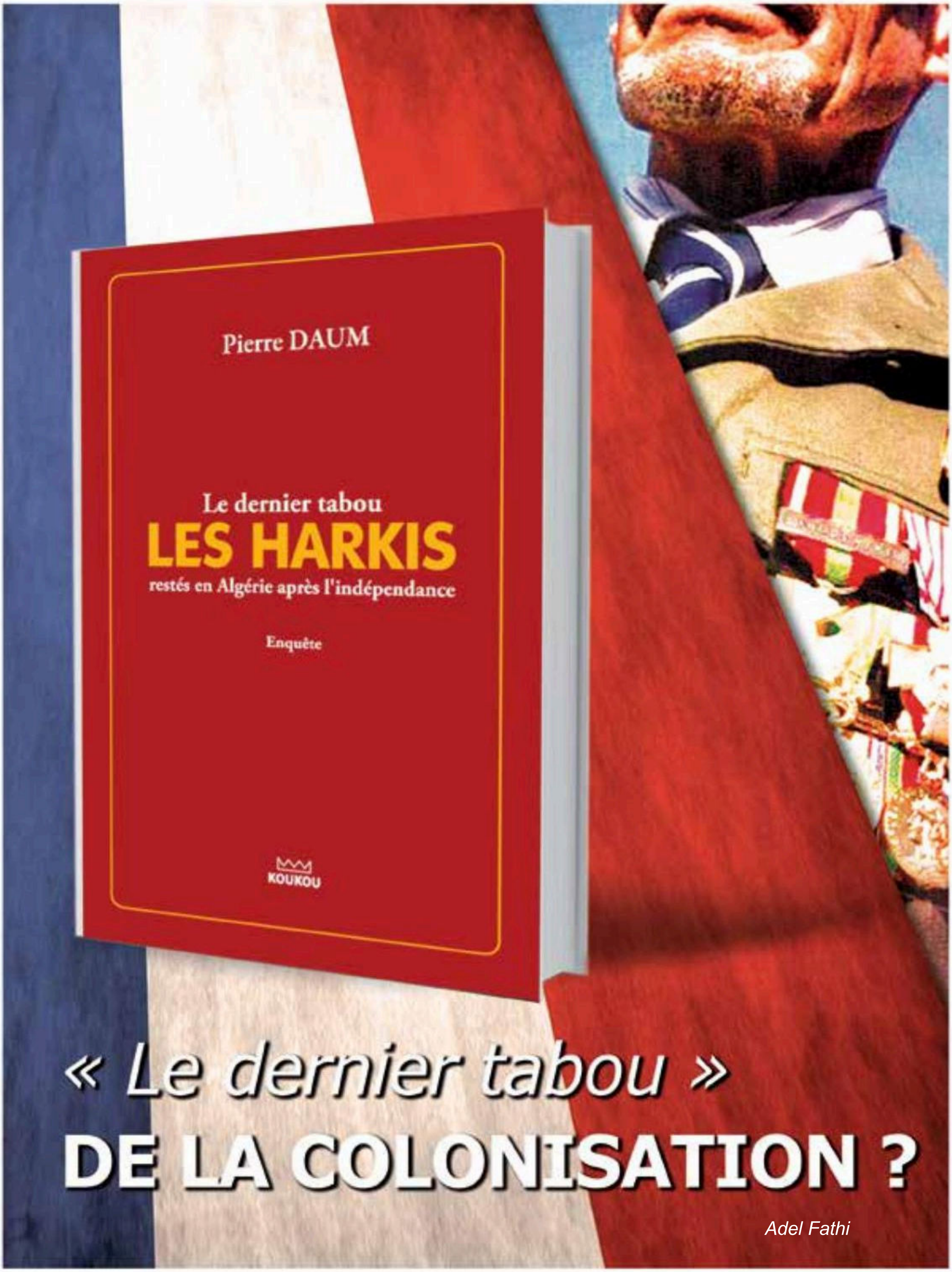
Les élections européennes de 1984 ont vu l'émergence du nom de Mourad Kaouah, président d'honneur de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie et ancien député d'Alger. Sa candidature était perçue, non pas comme une simple *« caution immigrée »*, mais la marque d'une continuité avec *« le combat pour l'Algérie française »*. Cette présence se poursuivra, en 1988, avec la candidature de Soraya Djebbour, fille d'un harki connu sur la scène politique française de l'époque, Ahmed Djebbour. Cet ancien député d'Alger de 1958 à 1962, est surtout connu pour être un antirévolutionnaire notoire. Il a toujours considéré que le FLN n'était pas le parti qu'il fallait à l'Algérie. Après l'indépendance, il dénonce *« le sort réservé aux harkis »* et crée le Front national des rapatriés français de confession islamique, association dont il restera président jusqu'en 1974. Sa fille, Soraya Djebbour, est la première femme musulmane élue au Conseil régional d'Ile-de-France, en 1986, sous l'étiquette du Front national.

Toujours à la périphérie du Front national, une Fédération pour l'unité des réfugiés, des rapatriés et de leurs amis sera créée en 1984. Présidé par un ancien de l'OAS, Ortiz, ce mouvement regroupait une douzaine d'associations et comptait six présidents d'honneur emblématiques, dont les colonels Lacheroy, Argoud, Gardes et un certain Ali Boualem, fils du bachaga Boualem. Ce dernier passe pour être le père spirituel des harkis depuis 1962. Partisan zélé de la colonisation, il a écrit dès 1963 un livre qui résume toute sa pensée et celle de ses disciples : Les harkis au service de la France.

En septembre 1997, des enfants de harkis lancent une grève de la faim sur l'esplanade des Invalides à Paris. Ils ont eu le soutien des militants du FN, mais à l'intérieur de ce parti, le débat commençait à prendre une autre tournure que la question des harkis. Les plus radicaux déclaraient publiquement : *« Oui, les harkis ont choisi la France, d'accord, OK, respect ! Mais les fils de harkis sont des beurs comme les autres, ils sont même pires que les beurs ! »*

Adel Fathi

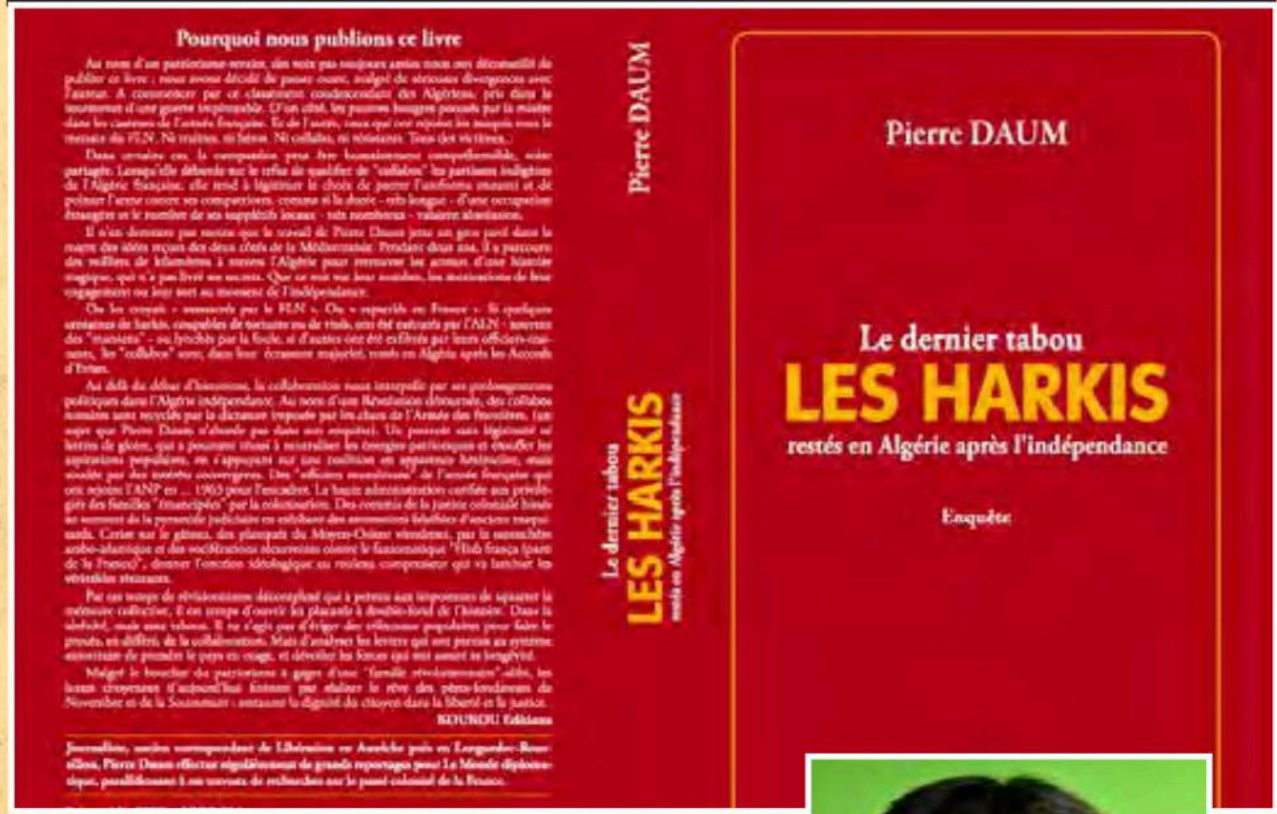
Ali Boualam, fils du Bachaga Boualem



« Le dernier tabou » DE LA COLONISATION ?

Adel Fathi

Paru en 2015 et 2016 en France et en Algérie, l'ouvrage du journaliste chercheur Pierre Daum, intitulé : Le Dernier Tabou, les harkis restés en Algérie après l'indépendance, démonte tous les stéréotypes véhiculés jusque-là, tant en France qu'en Algérie, sur cette question des anciens supplétifs de l'armée coloniale pendant et après la guerre de Libération nationale.



Pierre Daum

Venant d'un auteur français, cette enquête interpelle en premier lieu l'opinion publique française sur tant d'idées reçues assénés pendant des décennies sur cet épisode trouble de la guerre d'Algérie. Première idée reçue battue en brèche : celle du *« massacre massif »* des harkis après la signature des accords d'Evian et la proclamation de l'Indépendance, le 5 juillet 1962. Pour l'auteur de l'essai, «les nostalgiques de l'Algérie française instrumentalisent depuis cinquante ans les souffrances *(par ailleurs réelles)* que de nombreux harkis ont vécues au moment de l'indépendance. En exagérant le nombre de morts *(le chiffre de 150 000 est très souvent repris alors qu'il ne repose*

La délégation algérienne à Evian

Femmes algériennes à l'indépendance

manipulateur qui a façonné l'opinion française et alimenté toutes les dérives dont s'est rendue coupable la classe politique française jusqu'ici. Un discours qui a fait croire à une majorité de Français qu'en 1962, les harkis avaient soit réussi à s'enfuir en France, soit avaient été massacrés par un FLN «revanchard».

« La version véhiculée par ces groupes, explique l'auteur, postule qu'aucun harki n'est resté vivre en Algérie. Ce qui est complètement faux. Mon enquête révèle qu'en réalité, la grande majorité des harkis est restée dans son pays sans y être assassinée. »

D'après les résultats de la longue et minutieuse enquête du chercheur, qui l'a mené à recueillir des témoignages d'un certain nombre de harkis vivant toujours en Algérie, la plupart d'entre eux sont retournés dans leurs villages et ont retrouvé la vie de paysans très pauvres qu'ils avaient avant la guerre.

Il n'y a, donc, eu ni massacre ni scènes de vengeance comme

sur aucun fondement historique) et en parlant de *« massacre »*, voire de *« génocide »* des harkis, ces nostalgiques tentent, sous couvert d'un pseudo-humanisme, de justifier le combat des ultras de l'Algérie française, notamment de l'OAS.

Pierre Daum estime que derrière les discours des *« Nostalgériques »* dénonçant le *« massacre des harkis »* il faut en fait entendre : *« Nous n'aurions jamais dû lâcher l'Algérie, regardez ce que ces pauvres harkis ont subi ! »* C'est malheureusement ce discours mensonger et

Camps de Harkis en France

Harkis sur le point de quitter l'Algérie

l'auraient imaginé ces thuriféraires de la colonisation et nostalgiques de l'Algérie française. L'auteur atteste que si des harkis ont dû se sentir inquiétés ou marginalisés dans leur entourage ou dans leur village, pour leur passé peu glorieux, où ils ont parfois commis des crimes et des dépassements impardonnables, *« beaucoup n'ont pas été véritablement inquiétés »*. Il y a aussi le cas de ceux qui ont comparu devant des tribunaux populaires, pour jurer qu'ils n'ont *« rien fait de mal »* ou qu'ils ont été *« forcés par les Français »*. Ce qui n'était pas toujours faux. L'auteur relève également que certains, par contre, reconnus coupables de violences à l'égard de la population civile, ont été condamnés pendant quelques semaines à des travaux forcés. D'autres ont encore ont été condamnés à des peines de prison et seront libérés. Seuls *« les plus coupables »*, selon les termes de Pierre Daum, de tortures, viols, exactions en tout genre ont été exécutés.

Tout cela n'empêcha pas, en cette période de chaos de l'été 1962, qu'aient lieu de nombreux crimes aveugles, des vengeances sordides et des exécutions sommaires, *« sans rapport parfois avec la guerre »*. Il s'agit souvent de vieux litiges liés à la terre, d'héritage ou d'honneur.

Extrait de l'ouvrage :

« (...) Le jour du cessez-le-feu, le 19 mars 1962, le commandant rassemble ses harkis : « Celui qui veut partir en France, il peut partir. Et celui qui veut rester, il reste ! » M. Snoussi choisit de rester. « Ma famille était ici. Ma mère, mon frère, je ne pouvais pas les abandonner. »Tous les supplétifs n'ont pas eu la possibilité d'un tel choix. A peine l'armée française disparue, les moudjahidin descendirent des montagnes. « Ils nous ont emmenés dans la caserne de Sidi Larbi, à trente kilomètres d'ici, de l'autre côté de la montagne. C'est une ancienne caserne de l'armée française, que l'ALN (Armée de libération nationale, la branche militaire du FLN) a récupérée. » Il y passe quinze jours, « en avril 1962 », au milieu de quatre cents autres harkis, en provenance de toute la région. « Ensuite, ils nous ont relâchés petit à petit, et je suis rentré au village. A Beni Bahdel, nous étions sept harkis. On vit tous encore ici. » M. Snoussi fait partie de cette grande majorité de harkis – plusieurs centaines de milliers si on prend le terme au sens large – qui sont restés en Algérie après l'indépendance, et qui n'ont pas été tués (...) »

Adel Fathi

Harkis regroupés dans un camp à Annaba

LE LENT GLISSEMENT vers LA RECONNAISSANCE

Adel Fathi

Galvanisées par l'hommage solennel prononcé le 25 septembre 2018 par Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, suivi des décisions d'indemnisation jamais rêvée au profit des familles des harkis, les associations réclamant les droits des anciens supplétifs de l'armée coloniale savourent un moment «historique» dans la longue bataille qu'elles ont menée depuis des décennies.

Jacques Chirac

Pour comprendre le parcours et les revendications de ces associations sur la question de la responsabilité de la France, avec toujours le soutien actif des anciens partisans de l'Algérie française, il faut revenir aux étapes successives, marquées par des déclarations de plus en plus effrontées des chefs d'Etat français qui se sont succédé ces quinze dernières années.

Tout a commencé le 25 septembre 2001. Le président Jacques Chirac évoque pour la première fois, dans un discours, *« les massacres de harkis »* pendant l'été 1962 : *« La*

France, en quittant le sol algérien, n'a pas su les empêcher. Elle n'a pas su sauver ses enfants... » Le débat s'est alors focalisé, dans l'Hexagone, sur la responsabilité de l'Etat, en posant comme un postulat l'existence de tels massacres.

Des observateurs pourtant avisés et réputés anticolonialistes comme l'historien Pierre Vidal-Naquet, estimait que «des ordres ont été donnés pour éviter un afflux que l'économie française est pourtant en état de supporter... »

Quelques mois plus tard, le 31 mars 2003, Jacques Chirac institue par un décret une *« Journée nationale d'hommage aux harkis et autres membres des formations supplétives »*, donnant lieu, chaque année à Paris, à une cérémonie officielle dans la cour d'honneur des Invalides.

Ce grand pas va inciter les familles des harkis et leurs soutiens à exiger plus. Ainsi, le 10 janvier 2004, une association de femmes organise une manifestation dans la capitale française. Les manifestants scandent : *« Nous voulons que notre République reconnaisse officiellement sa responsabilité dans l'abandon dramatique des harkis en 1962 et leur traitement indigne depuis 41 ans. »*

C'est, d'ailleurs, à partir de cette date que l'idée de faire reconnaître la responsabilité de l'Etat dans *« la tragédie »* des familles de harkis devenait la principale revendication portée par ces milieux anti-algériens. Pendant plus de douze ans, un conglomérats d'ONG, composé notamment de l'Association de harkis et droits de l'homme (AHDH), de la Ligue des droits de l'homme (LDH), du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), écrivaient, chaque année, aux présidents de la République successifs afin de leur demander de reconnaître la responsabilité de la France dans ces événements.

Cette mobilisation obtint l'adhésion de nombreuses personnalités connues, dont certaines avaient soutenu la révolution algérienne, à l'image d'Henri Alleg ou de Germaine Tillion, et des intellectuels et écrivains reconnus, tels que Jean Lacouture, Jean Daniel, Bertrand Tavernier et l'Algérien Nabil Farès, fils du premier président du gouvernement algérien post-GPRA, Abderrahmane Farès.

Harkis sur le quai d'un port

Mars 2007, le président Nicolas Sarkozy s'engage, dans son programme présidentiel, à porter cette revendication des harkis et de leurs soutiens, mais, aussi paradoxal que celui puisse paraitre, rien n'a été concrétisé. Pourtant Sarkozy avait la réputation d'être plutôt proche des thèses de l'extrême-droite notamment sur le thème de l'identité. Il tentera de se rattraper, en 2012, lors de la compagne électorale face au socialiste François Hollande. Il déclare : *« La France se devait de protéger les harkis de l'histoire. Elle ne l'a pas fait. C'est cette responsabilité que je suis venu reconnaître. »*

C'était trop tard pour lui. Pour les associations de défense des harkis, c'est l'occasion de faire dans la surenchère. Elles déplorent notamment que seul *« l'abandon »* des familles a été reconnu, et non pas aussi *« les massacres »* dont elles auraient été victimes. Elles sont en tout cas parvenues à entrainer le futur président dans leur sillage. Après s'être engagé, durant sa campagne en 2012, à satisfaire leur revendication, il concrétise son engagement quatre ans plus tard.

Ainsi, dans un discours prononcé le 25 septembre 2016, François Hollande reconnait *« les responsabilités des gouvernements français dans l'abandon des harkis, les massacres de ceux restés en Algérie et les conditions d'accueil inhumaines de ceux transférés en France ». Evoquant une «vérité implacable » et « cruelle », il a parlé des « combattants qui furent privés de la protection de la France au lendemain de la guerre d'Algérie et dont l'abandon ne fut jamais pleinement reconnu par la République ».*

Non totalement satisfaite, la majorité des associations de harkis voulait aller plus loin. Elles ont demandé que cette reconnaissance soit inscrite dans une loi qui ouvrirait la voie à des compensations matérielles. Cette demande sera donc pleinement satisfaite par le successeur de François Hollande, avec la mise en place, dès janvier 2018, d'un groupe de travail chargé *« d'évaluer les dispositifs de reconnaissance et de réparation existants »* et de *« prendre en compte la situation socio-économique des harkis »*. Six mois plus tard, le groupe, constitué principalement de responsables d'associations et de hauts fonctionnaires, remettaient un rapport présentant 56 propositions en faveur des harkis et de leurs familles.

Adel Fathi

L'IMPOSSIBLE REPENTIR

Adel Fathi

GUERRE DE LIBÉRATION

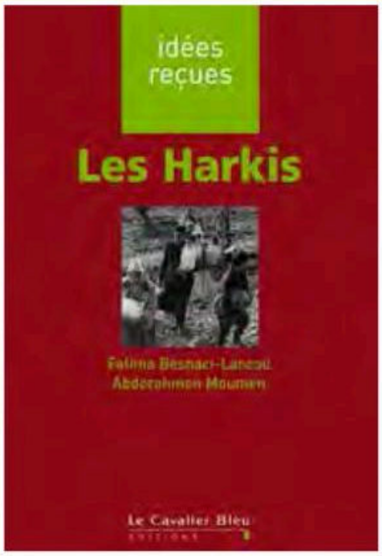
Histoire

Malgré tout le tapage politique et médiatique provoqué périodiquement autour de l'histoire des harkis algériens rapatriés en France, il faut dire qu'on ne connait que très superficiellement l'état d'esprit réel dans lequel ceux-là ont évolué, eux et leurs descendances. Quels enseignements tirent-ils de leur parcours si singulier ? Que pensent-ils de l'Algérie d'aujourd'hui ? Très peu d'enquêtes s'y sont, en effet, intéressées. Les médias dominants se contentent, eux, de répandre des idées préconçues sur le sujet et de faire abstraction de certaines contradictions qui caractérisent l'histoire de cette catégorie d'anciens collaborateurs.

Ainsi, pour la plupart des historiens et auteurs qui se sont penché sur cet aspect de l'histoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie, la fin des harkis se confond avec celle de tous les collaborateurs du colonialisme qui ont quitté le pays à l'indépendance. Au lieu de chercher à se repentir pour tout ce qu'ils ont commis contre leur propre patrie et leurs propres frères, nombre d'entre eux se sont obstinés à cultiver l'esprit de vengeance et la haine de l'Algérie et de tout ce qui la symbolise. Mieux, certains de leurs descendants, au nom d'une certaine idée de la réconciliation, réclament aujourd'hui leur réhabilitation, tout en refusant le moindre mea culpa. Chose qui parait assez audacieux, lorsqu'on sait que l'Algérie attend toujours de l'Etat français des excuses officielles pour tous les crimes commis par l'armée coloniale durant la période d'occupation.

Fatima Besnaci-Lancou, écrivaine

Bravant tous les tabous, certains enfants de harki, mus par un esprit plutôt donquichottesque, militent pour un rapprochement avec le pays natal et appellent à *« tourner la page »* et à envisager l'avenir tous ensemble. C'est le cas, par exemple, de Fatima Besnaci-Lancou, écrivaine née en 1954 Cherchell. Elle est connue pour son travail de mémoire sur les harkis. En 2004, elle a fondé l'association Harkis et droits de l'Homme, dont l'objectif est *« de travailler sur la mémoire de la situation des harkis dans l'histoire »*. Elle



Le livre de Fatima Besnaci-Lancou

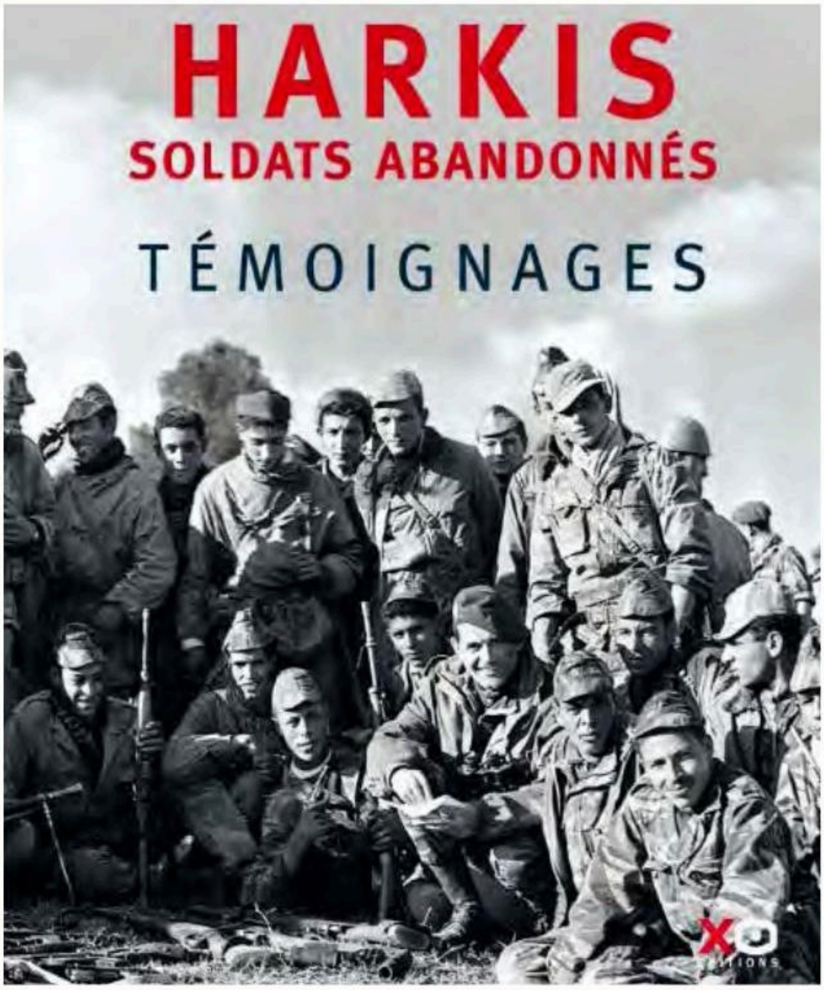
a également initié une campagne pour le rapprochement des enfants de harkis et d'immigrés en ouvrant la voie à la signature d'un *« Manifeste pour la réappropriation des mémoires confisquées »*.

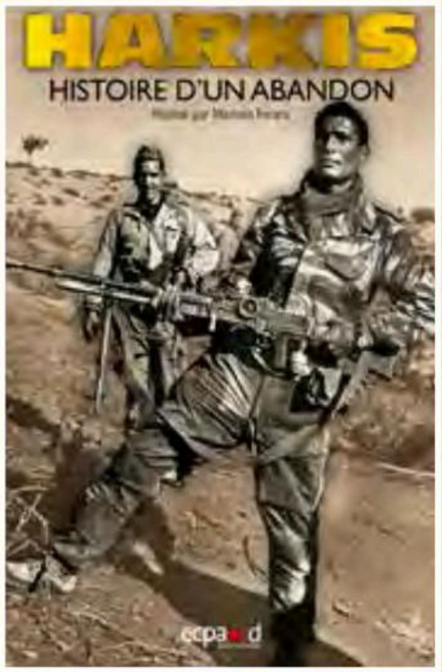
Dans une déclaration à un journal algérien, en octobre dernier, elle a exprimé son souhait de voir se construire une réconciliation, tout en se disant sceptique sur la persistance des *« vieilles perceptions »* notamment en Algérie.

« Je pense, dit-elle, que tout n'est pas fait, en Algérie, pour construire ce « vivre-ensemble ». J'ai le sentiment que la politique de la division est celle qui est privilégiée depuis l'indépendance : 50 ans après, des cercueils d'anciens harkis qui souhaitaient reposer dans la terre de leurs ancêtres sont refoulés d'Algérie », se plaint-elle.

Ce que demande cette descendante d'ancien supplétif de l'armée coloniale est-il seulement réalisable ? L'Algérie est-elle prête, au nom de la réconciliation, à *« pardonner »* à ceux qui sont toujours perçus comme ayant trahi leur patrie, et aller jusqu'à les accueillir sur son sol ? Difficile à imaginer.

Si le président de la République a publiquement regretté, en 2005, *« les haines entretenues à leur égard depuis l'Indépendance »*, les choses n'ont connu aucune évolution dans le sens souhaité ou rêvé par certains. Le chef de l'Etat avait en effet quelque peu bousculé les esprits, en déclarant, en pleine campagne électorale, lors d'un meeting populaire à Oran, que le traitement du dossier des familles de harkis après l'indépendance était *« l'une des plus graves erreurs commises dans le passé »* qui avait *« porté préjudice au pays »* et *« qu'une bonne partie de la crise est due à cette erreur »*. Mais des forces politiques avaient vite fait de recadrer le débat sur cette question si sensible en traçant des lignes à ne pas franchir. C'est ainsi qu'un ministre du FLN, Saïd Barkat, va déclarer, au cours de la même campagne électorale, que *« la majorité du peuple algérien est*





contre la venue des harkis en Algérie car ce sont des traîtres à leur pays et à leur nation. Quant à leurs enfants, ils seront les bienvenus à condition qu'ils reconnaissent de facto les crimes de leurs parents ».

Depuis cette date, la question des harkis n'est plus évoquée dans les discours officiels en Algérie, ni même avec les responsables français. Pour les autorités, comme pour l'opinion publique algériennes, le problème des harkis est un problème strictement français. C'est pourquoi, d'ailleurs, les hommages et autres décisions annoncés récemment par le gouvernement français au profit des harkis et de leurs familles n'ont suscité aucune réaction officielle de la part d'Alger. Les Algériens ont néanmoins compris qu'avec cette réintégration des harkis en France, nul ne pourra à l'avenir revendiquer une quelconque réhabilitation ou réconciliation ou la patrie, et que le dossier des harkis est, pour l'Algérie et les Algériens, définitivement clos.

Adel Fathi

Harkis en tenue de combat

Grève des huit jours

Un grand moment de mobilisation populaire et de solidarité

Boualem Touaright

Le 28 janvier 1957, l'assemblée générale des Nations unies entame la discussion sur la situation en Algérie. La direction du FLN décide alors de pousser la population algérienne à observer une grève générale durant huit jours. L'objectif est clair : montrer l'unité du peuple algérien derrière les mots d'ordre du FLN. Un succès de cette grève répondra aux déclarations des forces coloniales dont l'argument principal était de faire passer le FLN comme exprimant une position minoritaire, alors que, d'après elle, les Algériens seraient attachés à la présence française et souhaitaient son maintien.

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

…LE DES DÉBATS DES NATIONS UNIES

GRÈVE QUASI GÉNÉRALE A ALGER
…où les boutiques sont ouvertes de force

Le mot d'ordre est moins largement suivi dans la métropole

La grève lancée par le Front de libération natio-… apparaissait ce matin quasi générale à Alger. … la métropole, où le Mouvement national de …ration avait, de son côté, ordonné un arrêt du …ail de vingt-quatre heures, le mot d'ordre était …i de façon très inégale.

…Une épreuve de force est donc engagée à la …le du débat de l'O.N.U. sur l'Algérie, débat qui …rrait s'ouvrir dès demain mardi devant la com-…ion politique.

…épreuve de force contre le gouvernement français, mais également contre les musulmans qui n'ont pas accepté de se rallier à la politique, à la propagande ou simplement aux mots d'ordre des groupements nationalistes.

Le mouvement débute deux jours après des attentats particulièrement sanglants et qui, dans l'esprit de leurs auteurs, ont incontestablement pour but de susciter de la part de la population européenne d'Algérie des explosions de colère aveugle qui seraient exploitées devant les Nations unies par la propagande nationaliste.

Comment faut-il interpréter d'autre part ces importants rassemblements au même moment de rebelles aux deux extrémités du territoire algérien ? C'est le jour même où des bombes explosaient dans des établissements publics d'Alger que deux groupes nombreux de hors-la-loi ont été surpris par nos troupes et anéantis. Faut-il penser que des actions d'envergure se préparaient là où le terrain est le plus favorable pour les rebelles, à proximité de pays d'où ils reçoivent une aide matérielle et où ils peuvent éventuellement trouver refuge ?

…auteur de l'attentat contre le général Salan est un « ultra » européen

(De notre envoyé spécial.)

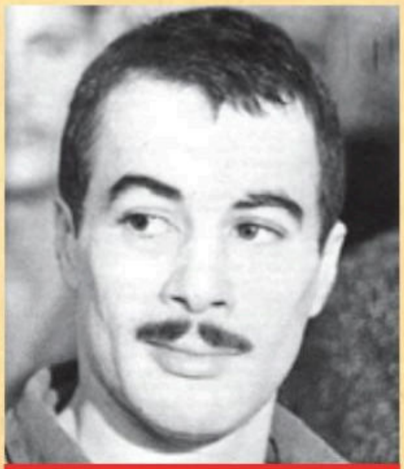
ALGER : un silence impressionnant sur une cité presque déserte

De notre envoyé spécial EUGÈNE MANNONI

Dans son appel, le FLN proclamait : *« L'opinion publique internationale a les yeux fixés sur nous. Démontrons au monde que notre peuple a droit à l'indépendance. »* Le FLN avait fait circuler ses mots d'ordre : cesser les actions armées pendant la durée de la grève, ne pas circuler dans les quartiers européens, éviter les rassemblements dans les lieux fermés. En même temps, les actions de solidarité avec la population algérienne, dans sa grande majorité en situation précaire, s'organisaient. Des réserves de provisions sont constituées et distribuées aux pauvres. L'organisation clandestine du FLN distribue des bons destinés aux catégories les plus pauvres. Les commerçants sont assurés d'être payés pour les avances de provisions qu'ils consentent aux populations.

Sur le plan diplomatique, la question algérienne connait d'importantes avancées durant l'année 1956. La déclaration du 1er novembre 1954 avait fixé les objectifs diplomatiques du FLN : *« Pour parvenir à ces fins, le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels. »* Déjà, le 19 juin 1956, le conseil de sécurité repousse une première fois un projet de résolution présenté

Un commerçant contraint par la force d'ouvrir son magasin



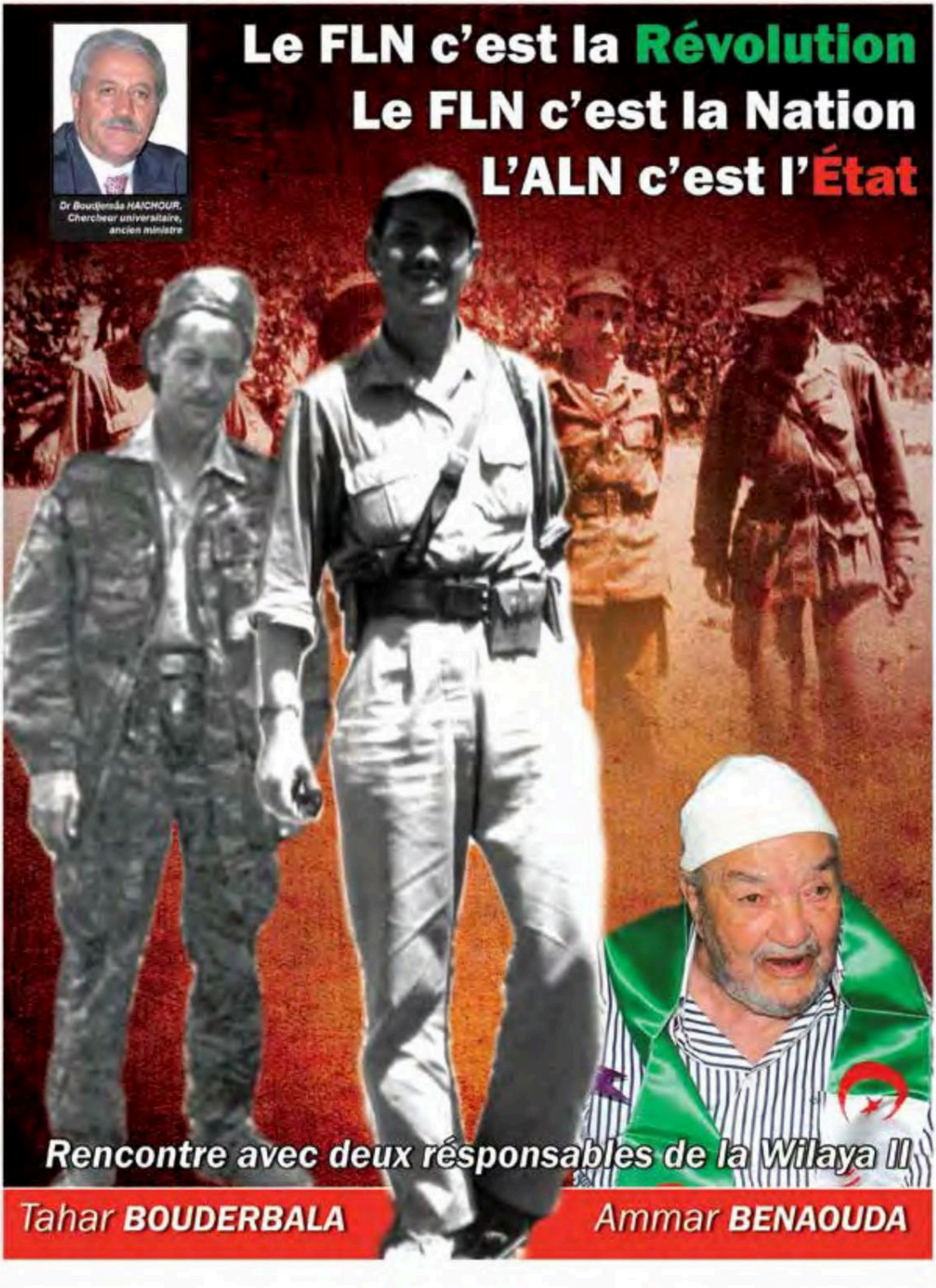
Yacef Saâdi chef militaire de la ZAA

Brahim Chergui chef politique de la ZAA

par treize Etats afroasiatiques. Le congrès de la Soummam avait fixé comme étant l'un des buts de guerre *« l'isolement politique de la France en Algérie et dans le monde ».* Le 13 octobre, cinq pays arabes et cinq pays asiatiques demandent de nouveau l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies. Le bureau de l'Assemblée générale décide d'y donner suite le 15 novembre mais la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Moins d'une année plus tard, le 15 février 1957, l'Assemblée générale se prononce et adopte la résolution suivante : *« L'Assemblée générale, ayant entendu les déclarations des diverses délégations et discuté de la situation en Algérie, qui cause beaucoup de souffrances et de pertes en vies humaines, exprime l'espoir que, dans un esprit de coopération, une solution pacifique, démocratique et juste sera trouvée par des moyens appropriés conformément à la charte des Nations unies. »* Ce fut une importante victoire diplomatique du FLN qui accrut son audience dans le monde. Le FLN avait fait la preuve de sa représentativité au sein de la population algérienne qui avait montré qu'elle était unie derrière lui et reprenait les mots d'ordre d'indépendance, rejetant les manœuvres de l'administration coloniale. L'audience du FLN grandit au sein de l'opinion publique internationale et valut d'importants soutiens politiques et matériels au sein des populations arabes, islamiques, africaines et européennes, y compris au sein de certains milieux politiques français.

La grève des huit jours fut aussi une occasion pour les Algériens de montrer leur solidarité avec les plus pauvres d'entre eux, les plus fragiles matériellement, qui vivaient au jour le jour et ne pouvaient pas faire des provisions pour une longue période. Dans un entretien accordé à Mémoria en 2014, Yacef Saadi, alors chef militaire du FLN pour Alger, insista sur la mobilisation des artistes, en particulier des moudjahidate qu'il avait réunies dès le 20 janvier 1957 et à qui il avait demandé de convaincre la population et surtout de recenser les familles nécessiteuses qu'il fallait secourir et aider à tenir. Des bons d'achat portant le cachet du FLN furent distribués. Le FLN s'engageait à les honorer en espèces. Les commerçants algériens s'étaient engagés à fournir les titulaires de ces bons et à constituer des réserves de produits alimentaires pour répondre aux besoins des populations nécessiteuses. Les combattants de l'ALN plongèrent dans la clandestinité la plus totale et certains, les moins exposés, durent même remettre leurs armes à leurs responsables respectifs, toute action armée ayant été proscrite pendant la durée de la grève. L'annonce de la grève suscita la panique au sein des autorités coloniales qui répondirent par la répression : arrestations massives, tortures généralisées, attaques contre les commerçants, ouvertures forcées des boutiques, descentes dans les quartiers algériens, généralisation de la torture et déportations massives. Des écoles et des constructions en chantier furent converties en centres de torture. Le gouvernement français décide le 7 janvier 1957 de confier à la 10e division parachutiste dirigée par le général Massu le soin du *« maintien de l'ordre »* à Alger. On déplora des centaines de meurtres et de disparitions forcées pendant la durée de la grève.

Boualem Touarigt



Le FLN c'est la Révolution
Le FLN c'est la Nation
L'ALN c'est l'État
Dr Boudjemâa HAICHOUR,
Chercheur universitaire,
ancien ministre
Rencontre avec deux résponsables de la Wilaya II
Tahar BOUDERBALA
Ammar BENAOUDA

De g. à dr. : Tahar Bouderbala, Ammar Benaouda et Boudjemâ Haichour

Ma rencontre avec Si Ammar Benaouda et Si Tahar Bouderbala fut au lendemain de notre élection à la première législature de l'APN en 1977. Je venais d'être élu premier en nombre de voix dans la circonscription de Constantine, militant de la kasma 3 de Sidi Mabrouk et non moins élu à la CNJ du 19 mai 1975 comme secrétaire national à l'information et orientation puis aux échanges des jeunes et d'étudiants.

Cette Conférence nationale de la jeunesse devait mettre fin à la clandestinité des militants du PAGS en les intégrant dans l'esprit du soutien critique adopté par leur instance. Sous l'autorité de feu Mohamed-Seddik Benyahia et feu Mohamed-Chérif Messâadia, cette union fut décidée par feu le Président Houari Boumediene pour asseoir son projet de société notamment le volontariat au profit de la Révolution agraire.

C'est dans cette atmosphère que j'ai approché les frères Bouderbala et Benaouda, tous deux députés à l'APN. L'un venu de la circonscription de Guelma et l'autre de celle d'Annaba. Il faut rappeler que Tahar Bouderbala était chef de secteur militaire de Tizi-Ouzou et Ammar Benaouda ambassadeur à Tripoli.

1- Lakhdar Bentobal. 2- Kaci Hamaï. 3- Ammar Benaouda. 4- Amar Ouamrane. 5- Hocine Rouibah. 6- Tahar Amirouchen, 7- Si l'Hocine Lekser (Salhi Hocine). 8- Amirouche Aït Hamouda. 9- Malika Gaïd

Le Nord-Constantinois, un vivier de résistants

Le Nord Constantinois, qui englobait la région Est et était dirigé successivement par Didouche Mourad, Zighoud Youcef, Abdellah Bentobbal, Ali Kafi et enfin Salah Boubnider alias Sawt Al Arab, menait un combat sans relâche contre l'armée coloniale. Les dirigeants du FLN avaient bien un projet pour la société dès la déclaration du 1er Novembre 1954.

En fonction des impératifs immédiats du combat patriotique, chacun se faisait une certaine idée de la Révolution en fonction de leur stratégie du pouvoir. En fait, la Nation du FLN c'est celle de la résistance anticoloniale. Ce fut un front de résistance pour faire triompher un Etat. C'est sans doute là l'esprit de Si Abdelhafid Boussouf alias Si Mabrouk que nous allons vivre au-delà de l'indépendance nationale.

Dans la plate-forme de la Soummam rédigée en communion avec Larbi Ben M'hidi et Abane Ramdane, Ammar Ouzegane, l'un des rédacteurs, fut celui qui prit option pour un projet d'Etat moderne. Houari Boumediene fut aussi de cela en fondant l'Etat tout en assurant son pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir d'Etat. Ainsi l'engagement des militants et de leur combat se traduisait au fur et à mesure par l'incarnation d'un Etat qui doit survivre au-delà des hommes. Or il existait bien un Etat avant 1830, même si la dénomination était celle de la Régence d'Alger.

Si Ammar Benaouda l'évadé de la prison d'Annaba

Le futur Amar Ben Mostefa Benaouda qui a été arrêté en 1951 puis s'est évadé en 1952 de la prison d'Annaba en compagnie de Zighoud Youcef, entra dans la clandestinité en se réfugiant chez les Béni Bchir, région de Skikda dans le Nord-Constantinois.

Congrès de la Soummam :
1- Ammar Benaouda. 2- Lakhdar Bentobal. 3- Larbi Ben M'hidi. 4- Zighoud Youcef

Les 22 dont Benaouda qui constituaient le comité étaient tous issus de l'OS. Alors que le CRUA se radicalise, tous les cadres de l'OS tels Benaouda, Bitat, Ben M'hidi, Bentobal, Boussouf, Benabdelmalek, Chihani se mettent en rapport avec la Délégation extérieure au Caire. Ce sont Boudiaf et Benboulaid qui convoquèrent début juin 22 militants de l'ancien OS à Clos Salembier à Alger et qui élisent une direction collégiale de cinq membre : Benboulaid, Ben M'Hidi, Bitat, Boudiaf et Didouche Mourad auxquels s'adjoint après Krim Belkacem.

Benaouda membre de l'OS et du comité des 22

Pour revenir à Si Amar Benaouda qui fut membre de l'OS et des 22 dans l'Est Constantinois, successivement adjoint de Zighoud Youcef puis d'Abdellah Bentobbal de 1954/1957, fut chargé par le CCE d'une mission en Tunisie. Le CNRA le chargea aussi de coordonner les tâches du ravitaillement en armes. Plus tard, le GPRA le désigne pour être sa caution militaire lors des négociations d'Evian afin d'infléchir les positions des représentants de l'EMG.

Il faut dire que le 10 décembre 1956, le Colonel Ouamrane est muté en Tunisie à la tête de la branche militaire de la délégation du FLN sous les ordres de Lamine Debaghine. Ainsi donc Mezhoudi, Benaouda et Mahsas se mettent à la disposition du colonel Ouamrane. A la différence de Mezhoudi et de Benaouda qui furent dépêchés par le CCE, Ouamrane avait les coudées franches puisqu'il sera aidé par Amara Bouglez, qui sera promu avec l'aide de Mahsas, chef de la base de l'Est contre les directives

Le regretté Si Mostefa Benaouda

de la Soummam qui incluaient la zone de Souk-Ahras dans le giron de la Wilaya II.

Il faut rappeler que les chefs historiques qui furent reçus par Fethi Dib et Jamel Abdenasser étaient en compagnie de Amar Benaouada et du représentant d'Algérie en Egypte, le colonel Ali Kafi. Depuis les accords d'Evian, les affrontements n'ont cessé entre GPRA et l'EMG. Car les hommes de Boumediene accusèrent le GPRA d'avoir transgressé les statuts du FLN et de vouloir disloquer l'armée dont Kaid Ahmed avait adressé une lettre au bureau du CNRA disant que le GPRA ne représentait plus la Révolution. Pour les gens de l'EMG, la Révolution était incarnée par l'armée. Le colonel de la Wilaya II, Salah Boubnider refusa de rallier l'EMG, même si une partie du Constantinois fit défection sous la conduite du commandant El Mili Beredjem. A ce propos, il faut noter que Kaïd Ahmed et Chadli Bendjedid furent arrêtés et faits prisonniers par le colonel Salah Boubnider.

Rendre hommage au moudjahed Amar Benaouda

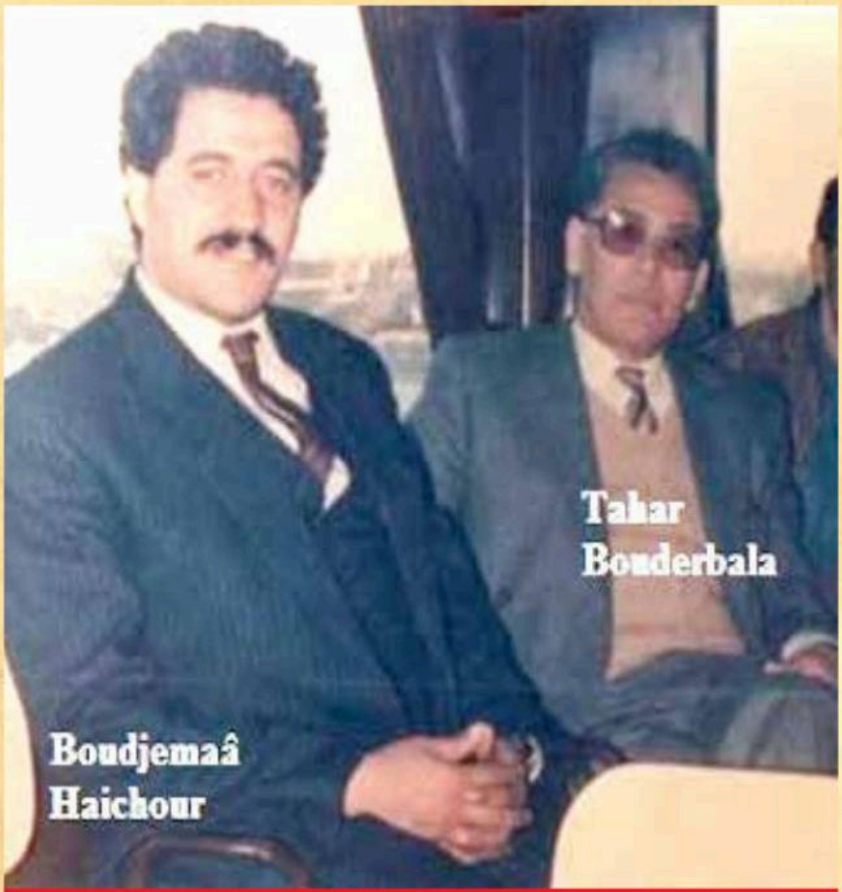
Alors que dans la Nord-Constantinois le Plan Challe fait ravage interceptant tout approvisionnement en armes et nourriture, les opérations « *Pierres précieuses* » ont placé les camps de regroupement pour faire barrage à tout contact avec la population rurale civile qui servait de relais avec les moudjahidines.

Les soldats ennemis incendiaient tout sur leur passage : napalm, politique de la terre brûlée en plus du matraquage psychologique pour intoxiquer la population par la désinformation et détruire les réseaux de la résistance. En ce temps-là, Si Tahar Bouderbala ramenait les armes de Tunisie. Le 9 avril 2007, Tahar Bouderbala décède. Il a été inhumé au cimetière de Constantine en présence des autorités et des compagnons de combat.

Si Tahar Bouderbala un ravitailleur en armes

Alors que dans la Nord-Constantinois le Plan Challe fait ravage interceptant tout approvisionnement en armes et nourriture, les opérations « *Pierres précieuses* » ont placé les camps de regroupement pour faire barrage à tout contact avec la population rurale civile qui servait de relais avec les moudjahidines.

Les soldats ennemis incendiaient tout sur leur passage : napalm, politique de la terre brûlée en plus du matraquage psychologique pour intoxiquer la population par la désinformation et détruire les réseaux de la résistance. En ce temps-là, Si Tahar Bouderbala ramenait les armes de Tunisie. Le 9 avril 2007, Tahar Bouderbala décède. Il a été inhumé au cimetière de Constantine en présence des autorités et des compagnons de combat.



Boudjemaâ Haichour et Tahar Bouderbala à Belgrade (ex. Yougoslavie)

Djamel Tchanderli immortalise si Tahar Bouderbala

Il participa au 20 août 1955, aux côtés des responsables tels Zighoud Youcef, Lakhdar Bentobal, Ali Kafi, Salah Boubnider. Ce héros que Djamel Tchanderli a immortalisé avec sa caméra, quand il est revenu avec des armes de Tunisie ou encore lorsqu'il partageait la galette avec les citoyens en plein maquis. Il fut envoyé à l'indépendance comme attaché militaire en Egypte, membre du CNRA, il sera Mouhafed à Sétif puis à Constantine où j'étais chargé de l'assister pour préparer le 5e Congrès régional du FLN. Sous son autorité et celle du wali Hamid Sidi Said, on avait organisé l'inoubliable Panorama du *« Cinéma et Guerre de Libération »*. C'étaient les années 1980, une équipe de jeunes marquait l'événement tels Arioua Kamel, Rachid Nafir, Hachemi Zertal, Ahmed Benyahia, Hacène Bouaouiche, Mohceni Bachir, Abdelmadjid Merdaci…

Panorama et guerre de libération nationale. Si Bouderbala un homme de tolérance et de combat

Je présidais le symposium à l'amphithéâtre Mohamed-Seddik Benyahia à l'Université des frères Mentouri auquel assistaient des étudiants et les moudjahidines venus de toutes les régions du pays tels qu'Ali Kafi, Salah Boubnider, Tayeb Boulahrouf, Abdelmadjid Kahlras, Cheikh Belkacem, les Amis de l'Algérie tels que René Vautier, Pierre Clément, Jacques Charby, et surtout Amar Laskri, Ahmed Rachedi, Lakhdar Hamina et des comédiens tels Rouiched, Sid Ali Kouiret, Farida Saboundji, Farid Chawki…

Nous avons en mémoire aussi la rencontre sur Hadj Ahmed Bey organisée sous la présidence de Si Tahar Bouderbala. En son temps, le Parti FLN était ouvert à toutes les sensibilités. Cette évocation sur Si Tahar Bouderbala alias Tahar Al Annabi est de nature à nous faire une relecture de notre histoire récente.

On se rappelle que lors des élections de la Constituante du 20 septembre 1962, les listes de chaque circonscription ne contenaient que ceux qui ont soutenu l'EMG et pas moins de 56 noms qui ont pris position avec le GPRA furent éliminés tels que Benkhedda, Boubnider, Boussouf, Bentobal, Benyahia, Chentouf, Dahlab, Harbi, Lacheraf, Mostefai.

Les pro-GPRA éliminés de la Constituante de 1962

Gilbert Meynier dans Histoire intérieure du FLN-1954/1962, note qu'il y avait 190 noms partisans du groupe de Tlemcen. Le 25 septembre 1962, l'Assemblée constituante se réunit et élit Ferhat Abbas par 155 voix et 36 bulletins blancs au perchoir.

Et dans la nuit du 28/29 septembre 1962, l'Assemblée élit Ahmed Ben Bella, chef du gouvernement avec un savant dosage de 19 ministres dont trois du BP (Ben Bella, Bitat, Mohammedi), cinq proposés par l'EMG tous officiers (Houari Boumediene au poste-clé de la Défense nationale, Ahmed Medeghri, Abdelaziz Bouteflika, Moussa Hassani, Dr Nekkzache) deux par Ben Bella *(Bachir Boumaza, Mohamed Khemisti)*, deux conjointement par Bitat et Khider (Amar Bentoumi et Med Hadj Hamou), un soutenu par Chabani de la Wilaya VI *(Med Khobzi)*, un soutenu par l'EMG et Tahar Zbiri Wilaya I *(Laroussi Khelifa)*, deux représentant la fédération du Grand Alger *(Abderahmane Benhamida et la ZAA, Amar Ouzegane)*. Il y avait deux de l'ex-UDMA *(Ahmed Boumendjel et Ahmed Francis)*, un issu des oulémas *(Ahmed Tawfik Al Madani)*.

Le savant dosage du premier gouvernement de Ben Bella

A partir de ce moment, le FLN est réduit à un rôle mineur de contrôle et d'encadrement de la société civile. Le FLN en tant qu'appareil est désormais subordonné au pouvoir d'Etat, c'est-à-dire à l'Armée qui devient ANP héritière de l'ALN. Depuis, le pouvoir en Algérie est fondé sur l'équilibre des forces en présence. A rappeler qu'au CCE puis au GPRA, il y avait un régime civil d'apparence sous contrôle militaire puisque les *« 3B »* avaient chacun leurs hommes, leurs réseaux de clientèle et leurs services spéciaux.

Mais il n'en demeure pas moins qu'il existe au sommet une unité du pouvoir. C'est l'EMG, segment militaire plus

cohérent et plus hiérarchisé, qui détenait l'autorité réelle. Aux jeux de pouvoir qui agitaient le sommet, l'intérieur connaissait une certaine convulsion selon les régions.

C'est au début de 1960 que fut créé l'EMG confié à Boumediene composé de Kaid Ahmed, Ali Mendjeli et commandant Azzedine qui le quitta pour soutenir le GPRA. Dans le 2e GPRA qui sortit des travaux du CNRA de Tripoli en janvier 1960, les *« 3B »* tentent de conserver la haute main sur l'appareil militaire en créant le CIG *(Comité interministériel de guerre)* dont le secrétaire général est Hadj Azzout. Le FLN, quant à lui, est le creuset sinon le rassemblement de toutes les énergies saines du peuple algérien.

Ces deux responsables Si Benaouda et Si Tahar Bouderbala ont vécu chacun de son côté la guerre sur le terrain de lutte contre les forces coloniales, l'insurrection du 20 août 1955, du premier CCE au deuxième CCE, le 1er GPRA le deuxième et le troisième GPRA, le CNRA de Tripoli 1 et 2, la crise GPRA/EMG. Ce sont des témoins avisés de notre guerre de libération nationale qu'il faut revisiter pour tirer les enseignements de notre lutte de libération nationale. Le marxisme n'a jamais été la doctrine du FLN car le FLN/ALN est un mouvement populaire de libération nationale, même si les neuf historiques ont rompu avec la stratégie des partis classiques et avec tout ce qui émane du colonialisme. Les jeunes loups sont engagés pour un projet indépendantiste loin de toute forme de compromission.

C'est en ayant fréquenté ces deux illustres moudjahidines Ammar Benaouda et Si Tahar Bouderbala dans l'enceinte de l'APN (1977/1982) et ensuite

lors des cérémonies d'écriture de l'histoire de la Révolution du 1er Novembre 1954 qu'a germé l'idée de rappeler quelques tranches de vie de ces deux personnages du Nord Constantinois.

Une reconnaissance pour l'histoire

C'est en avril 1999 que le colonel Amar Benaouda, alors président du conseil de l'ordre du mérite nationa,l avait remis publiquement devant une immense foule le « Wissam es -sadr» ou (médaille de Légion d'honneur) au Président Abdelaziz Bouteflika qui venait d'être élu à la haute magistrature de l'Etat , les larmes aux yeux récitant le verset coranique :

« رَبَّنَا اغْفِرْ لَنَا وَلِإِخْوَانِنَا الَّذِينَ سَبَقُونَا بِالْإِيمَانِ وَلَا تَجْعَلْ فِي قُلُوبِنَا غِلًّا لِّلَّذِينَ آمَنُوا رَبَّنَا إِنَّكَ رَءُوفٌ رَّحِيمٌ »

« Seigneur, pardonne-nous, ainsi qu'à nos frères qui nous ont précédés dans la foi; et ne mets dans nos cœurs aucune rancœur pour ceux qui ont cru. Seigneur, Tu es Compatissant et Très Miséricordieux » remettant en cause toute dissidence ou malentendu qui pouvait se déclencher entre hommes de la révolution.

Cet instant de reconnaissance de l'erreur envers ses paires n'allait qu'élever le sens du nationalisme et du patriotisme chez Benaouda avec une tolérance et une responsabilité inégalées. Cette reconnaissance

digne d'un grand homme doit être revue pour que les générations postindépendance la prennent comme exemple et s'imprègnent des valeurs humaines qui dénient la rancœur et rejettent toute subjectivité et amour de soi.

Le FLN d'aujourd'hui se doit de mettre comme références de tels comportements et initiatives dans le règlement des problèmes internes entre frères. C'est cette culture militante qui doit primer. Car faire l'histoire du FLN, c'est retracer le parcours de tous ces combattants de la liberté. Personne ne peut nier les réalisations accomplies par l'Algérie indépendante. Quoique disent certains nihilistes, il y a eu bien un Etat qui n'a pas ménagé de distribuer la rente pétrolière aux plus démunis à travers le logement, la santé, la scolarité et veillé à donner la chance à tous ses enfants pour accéder au bien-être.

Il est vrai que notre pays qui a vécu la politique de la terre brûlée durant la période coloniale, ne s'est relevé qu'au prix de grands sacrifices pour un pays encore en développement. Les universités qui fleurissent à travers les différentes wilayas sont de nature tôt ou tard à générer des générations de scientifiques et d'hommes de culture. L'intelligence artificielle est à nos portes. Les dernières décennies au-delà des déviances des uns et des autres a permis de relever l'Algérie vers des horizons des espérances.

C'est en quoi cette évocation de ceux qui ont façonné notre histoire doit susciter en nous l'esprit de reconnaissance face à un monde qui connait des bouleversements systémiques sans commune mesure.

Le regretté Si Mostefa Benaouda

de Novembre 1954 a-t-il été constitue-t-il le sillon des avancées démocratiques où chacun se sent dans sa peau ? Même si l'Algérie n'échappe pas aux mutations transnationales, le FLN en tant que mouvement de libération nationale et en tant que parti aura tracé au moins les itinéraires de la modernité. C'est dans cette dialectique où les nuances des différentes sensibilités s'expriment, que l'Algérie pluraliste ouvrira le chemin du vivre-ensemble dans la plénitude d'une Nation réconciliée.

Dr Boudjemaâ HAICHOUR
Chercheur Universitaire, Ancien Ministre

Cette ère que nous vivons nous interpelle à plus d'un titre. Nous continuons à être la risée des grands de ce monde. Les convoitises n'ont pas cessé depuis les siècles passés de vouloir s'immiscer dans nos affaires. Cette corruption structurelle n'est-elle pas la résultante des formes de dépècements connus durant le temps des colonies ? Elle est revenue sous d'autres formes pour accaparer les ressources financières économiques de notre pays. Le peuple en a payé le prix cher de plus d'un million et demi de nos martyrs et des convulsions ont continué de freiner la marche triomphante de notre Révolution.

Si le pays a payé le prix de sa libération nationale c'est en grande partie grâce à ceux qui sont morts pour que l'Algérie évolue dans le concert des Nations. C'est ce sens de l'histoire que nous voulons en ce XXI e siècle. Le serment

Ammar Benaouda (Si Mostefa)

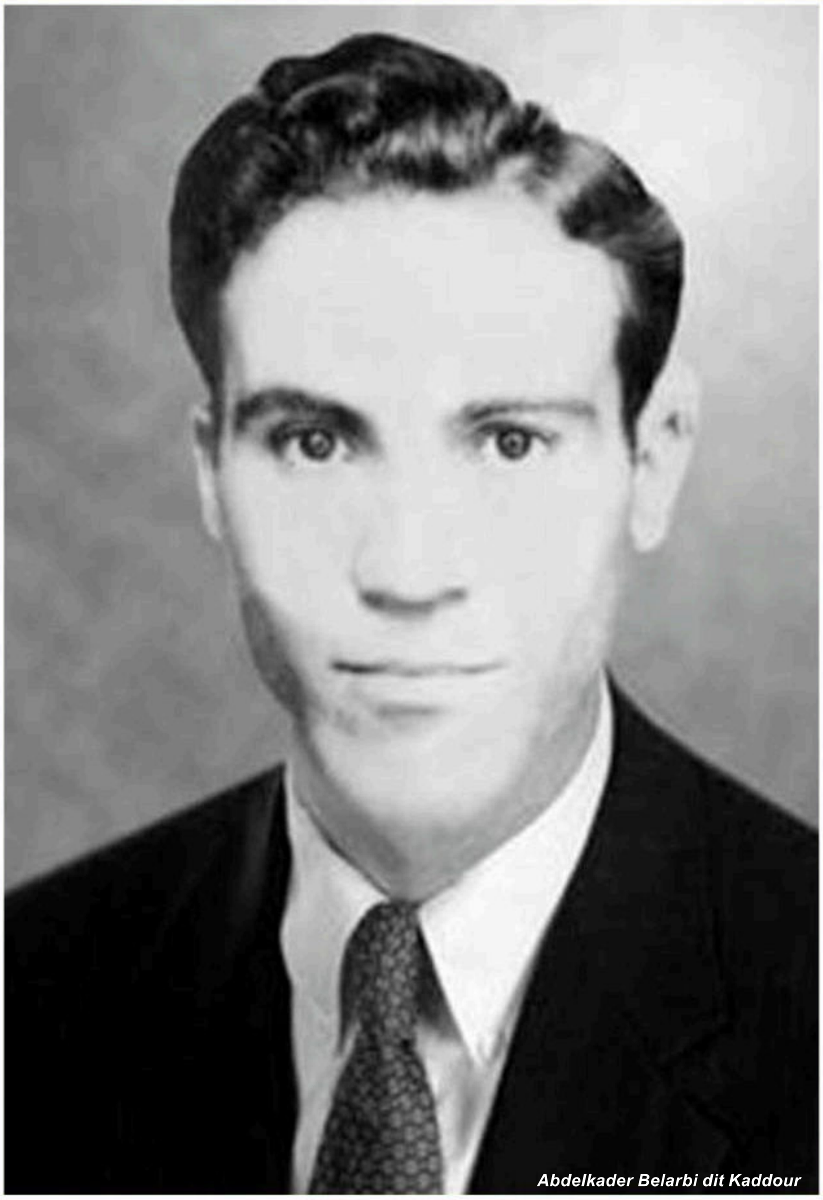
Portrait du chahid
ABDELKADER BELARBI

LE FILS PRODIGE de ACHAÂCHA

Par Hassina Amrouni

Nous connaissons mal notre histoire et encore moins bien les hommes qui l'ont faite. Notre glorieuse Révolution a été portée par des femmes et des hommes qui, à leur corps défendant, ont affronté l'ennemi pour libérer le pays du joug colonial. Certains demeurent malheureusement peu connus de la génération postindépendance et le chahid Abdelkader Belarbi dit « Kaddour » en fait partie.

Originaire de Achaâcha, petit village de la wilaya de Mostaganem, Abdelkader dit Kaddour voit le jour le 9 janvier 1930 dans la ferme familiale sise à Ouled Hadj Belkacem. Son père Moulay Belarbi est le bachagha de Achaâcha. Le petit Kaddour grandit dans un milieu aisé, il fréquente dès l'âge de 6 ans l'école du village *« Picard » (aujourd'hui, Khadra)* et lorsque cette dernière est fermée par l'armée, quelques mois plus tard, après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, son père l'inscrit dans d'autres établissements scolaires entre Ténès et Mazouna, villes proches de Achaâcha. A l'école, Kaddour est un petit prodige et c'est toujours pour ses excellents résultats scolaires qu'il fait parler de lui. En 1950, son bac math en poche, il rejoint l'université d'Alger où il s'inscrit en licence de droit. Lorsqu'il décroche son diplôme en 1954, il part à Paris pour préparer un doctorat en sciences politiques qu'il obtient deux ans plus tard. Durant cette période, il fréquente les milieux


Abdelkader Belarbi dit Kaddour

nationalistes et se forge une identité engagée. Après avoir adhéré aux organisations estudiantines et politiques auxquelles il apporte un soutien considérable, il rallie dans une prochaine étape le PPA-MTLD et devient, en même temps membre dirigeant de l'Association des étudiants musulmans de l'Afrique du nord *(AEMAN)* et son représentant à Prague et en Europe de l'Est.

De l'autre côté de la Méditerranée, la guerre de libération est à son acmé et les soutiens au combat du peuple algérien se manifestent de toutes parts. Tout aussi concernés voire impliqués dans cette nouvelle page d'Histoire qui s'écrit en lettres rouge sang, les étudiants de l'époque s'organisent et œuvrent au lancement de l'Union générale des étudiants musulmans algériens *(UGEMA)*. Kaddour Belarbi en sera membre fondateur et premier secrétaire général. Parmi ses compagnons de l'époque, il y a lieu de citer Belaïd Abdesselam, Lakhdar Brahimi, Reda Malek, Mohamed Seddik Benyahia, Lamine Khane, Mahmoud Mentouri, Allaoua Benbaâtouche etc.

L'activisme de Kaddour Belarbi ne passe pas inaperçu aux yeux des autorités coloniales. Etroitement surveillé, il quitte la capitale française, au lendemain de la grève des étudiants qui a eu lieu en mai 1956. Il retourne dans son village natal de Achaâcha, l'un des fiefs de la révolution et zone névralgique de la Wilaya V. Sur place et avec l'aide de son frère Hadj Habib, il rallie les maquis de l'ALN, rejoignant le secteur du colonel Othman. Ce dernier, découvrant le parcours de Kaddour, lancera à son frère Hadj Habib : *« Ton frère est une personne encombrante pour moi, c'est un intellectuel et sa place est à l'étranger parmi les responsable politiques »*. Quelques mois plus tard, suite à des liens d'amitié tissés avec le colonel Si M'hamed Bougara, il est muté à la Wilaya IV. Très vite, il devient l'un de ses proches collaborateurs.

Manifestations du MTLD

Benyoucef Benkhedda

Abdelkader Belarbi connu sous son nom de guerre « *Si El Mehdi* » est tombé en martyr en 1959 sur les monts de l'Atlas blidéen, pas loin de Chréa, selon les témoignages de ses compagnons de luttes. Quelque 48 chouhada seront eux aussi sacrifiés sur l'autel de la liberté, en ce jour funeste.

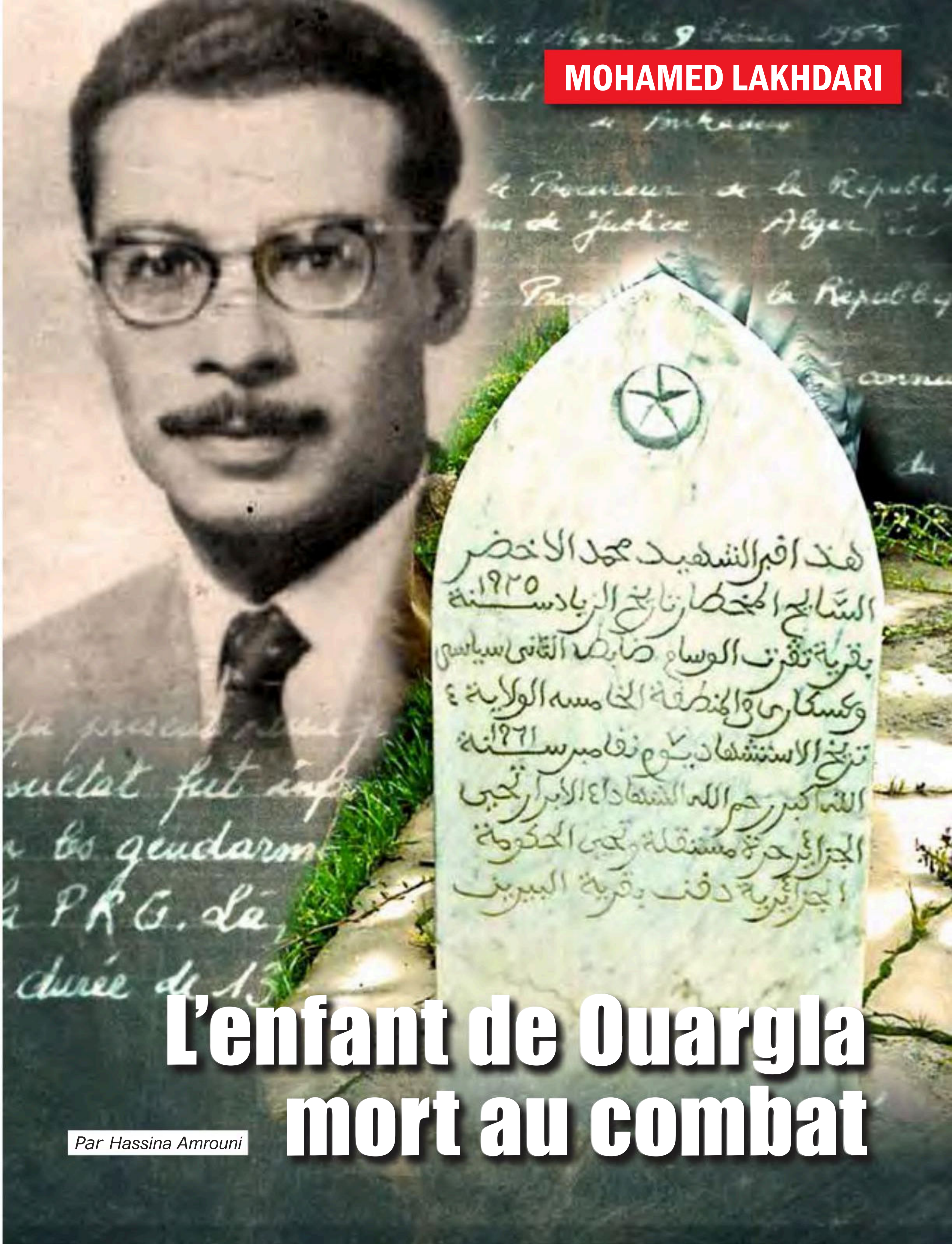
Lors d'un hommage rendu à cette grande figure de la révolution, organisé au forum d'El Moudjahid en 2005, des proches compagnons du chahid Abdelkader Belarbi ont apporté des témoignages précieux sur son parcours et sa contribution à la guerre. Belaïd Abdesselam a indiqué, à cet effet, qu'il avait eu l'occasion de « *présenter Kaddour à Benyoucef Benkhedda, alors qu'il était de passage à Paris. Kaddour lui a parlé de ses activités en qualité de militant de la cause nationale. Notamment du fait qu'il était en contact permanent avec un sympathisant de la cause qui occupait un poste important au sein du Gouvernement général de la République française. Ce personnage, qui activait dans l'ombre, nous livrait des renseignements de premier ordre* », ajoutant encore que ce fonctionnaire, après sa mutation au ministère de la Défense nationale, a continué à transmettre des documents de première main comme cette « *liste de l'ensemble des officiers qui avaient pris part à la guerre d'Indochine. Ces derniers ont été chargés de travailler sur la guerre antirévolutionnaire, un concept plus connu sous le nom de guerre psychologique. Abdelkader avait à son tour transmis ces documents aux militants de la Fédération de France. Malheureusement, il me semble que ces derniers ne leur ont pas accordé l'importance voulue (…). Kaddour était un homme de grande qualité. Il a noué des relations avec les étudiants d'extrême droite française ce qui a permis d'éviter toute confrontation avec la communauté algérienne en France.* »

Si El Mehdi est devenu chahid à l'âge de 29 ans. Si, aujourd'hui, à cet âge, les rêves les plus fous sont permis, durant la révolution, le seul rêve partagé par des millions d'Algériens était celui de la liberté. Une liberté qui a été chèrement acquise grâce au sacrifice de nos valeureux chouhada. Gloire à nos martyrs.

Hassina Amrouni

Source :
https://www.reflexiondz.net/HOMMAGE-AU-FILS-PRODIGUE-D-ACHAACHA-Le-Chahid-Dr-Belarbi-Abdelkader-dit-Kaddour_a8392.html

MOHAMED LAKHDARI



L’enfant de Ouargla mort au combat

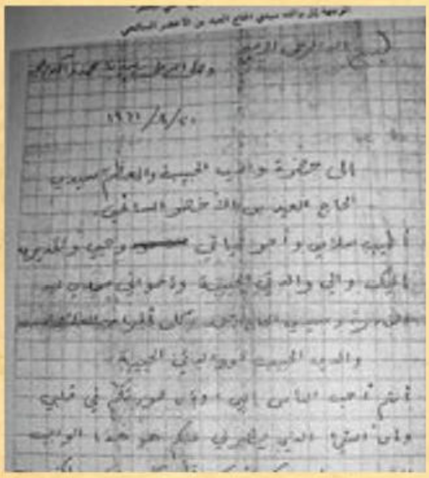
Par Hassina Amrouni

Issu du douar des Ouled Sayah, descendant de Sidi M'hamed Essayeh ben Ahmed, ben Ali, ben Yahia, Mohamed Lakhdari a vu le jour le 19 décembre 1925 à Dour-Elaâlia, dans la daïra de Hedjira, wilaya de Ouargla.

Bien que vivant dans une région reculée du pays, son père, El Hadj Mohamed El Aïd ben Lakhdar veut que son fils accède à l'instruction. Aussi, après avoir appris le Coran, il suit des cours de langue et de grammaire auprès de son cousin, le grand poète algérien, Mohamed Lakhdar Essaïhi.

A l'âge de 19 ans, il rejoint l'école Zitouna à Tunis où il approfondit sa formation jusqu'à l'obtention d'un diplôme. En parallèle à ses études, Mohamed Lakhdari suit des cours du soir à la médersa El Khaldounia. Nous sommes à la fin des années 1940 et au début des années 1950 et, en Algérie, le mouvement militant fait beaucoup bouger la société. Le jeune homme, loin de rester coupé de l'actualité de son pays, suit, au contraire, de près tout ce qui s'y passe. Aussi, commence-t-il à militer au sein du mouvement national et rejoint-il l'association des Etudiants algériens, dont une section active au sein même de la Zitouna. Parmi les jeunes faisant partie du même mouvement figurent Etteli Bencheikh, Abdelhamid Benhadouga ou encore Lamine Bechichi, pour ne citer que ces quelques noms.

Durant son séjour à Tunis, il côtoie de grands professeurs qui influencent sa pensée intellectuelle tels que cheikh Ali Ben Khodja, cheikh Lakkani, cheikh Teggourti, cheikh Mokhtar El Ouazir, et le cheik El Fadhel ben Achour (qui était son professeur dans la médersa Khaldounia). Il noue également de solides liens d'amitié avec le poète et journaliste Mohamed Merzougui.



Durant les vacances d'été, il revient se ressourcer auprès de sa famille. Durant ces moments de quiétude, il prend aussi le temps de lire des lectures éclectiques qui lui permettent d'enrichir son bagage intellectuel.

En 1953, il entame son cursus universitaire à l'université Zitouna mais il finit par interrompre ses études pour retourner au pays. Il travaille alors la terre avec son vieux père, avant de rallier Alger, en passant par Batna, durant l'été 1954.

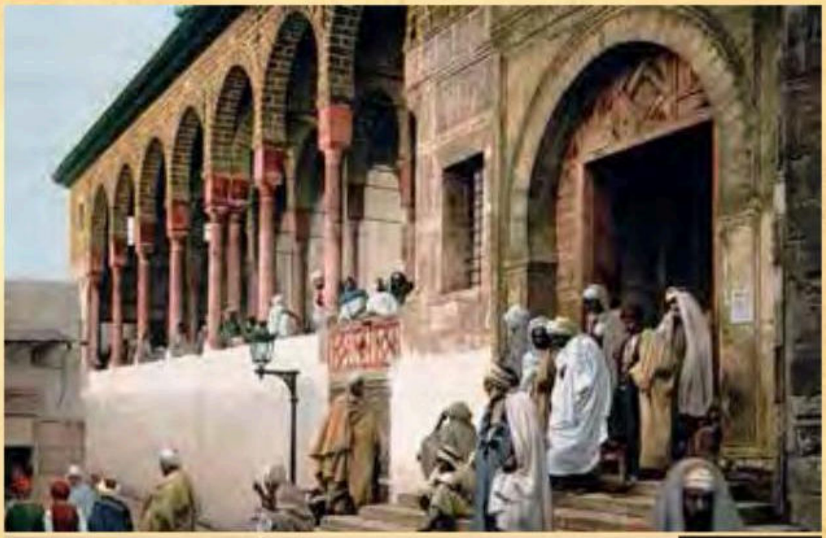
Arrivé dans la capitale, il rejoint, dès le mois de septembre, la médersa libre Essabah à Bab-Jedid où il officie comme directeur et enseignant, en même temps que d'autres militants de la cause nationale, à l'image de Zoubir Ethaâlibi, Mokhtar Bendjeddou ou Khaled Kouidri.

Lorsqu'éclate la guerre de libération nationale, il intègre les rangs du Front de libération national dont il devient l'un des responsables, chargés de l'organisation et de la sensibilisation du peuple à la cause nationale.

Mohamed Lakhdari finit par attirer l'attention des services de police français qui établissent un mandat d'arrêt à son encontre. Traqué, il trouve refuge ainsi que quelques-uns de ses compagnons chez cheikh Baba Amar, à la grande mosquée puis rejoint la région de Ouled Chebel où se trouvait un refuge du FLN.

A partir de là, il rallie le PC de la Wilaya IV où il est désigné Morchid. Si Mokhtar – son nom de guerre – se voit alors confier par M'Hamed Bougara plusieurs missions avant d'être nommé responsable de la zone du Sahel (zone 6).

Si Mokhtar fera partie du SPI (Service de propagande et d'information) de la Wilaya, aux côtés de ses compagnons, Boualem Oussedik, Abdelkader Ziri, Ahmed Arslane, Abdellaoui et



Djamâa Zitouna

Abdelkrim Fekhar. A cette époque, Si Salah, alors dirigeant de la Wilaya IV, insiste auprès de lui pour qu'il diffuse les informations dans les deux langues arabe et française.

En 1961, après la mort en martyr de Si Lyès Baba-Ali, Si Mokhtar est nommé responsable politico-militaire de la zone 5, de la Wilaya IV, avec le grade de capitaine.

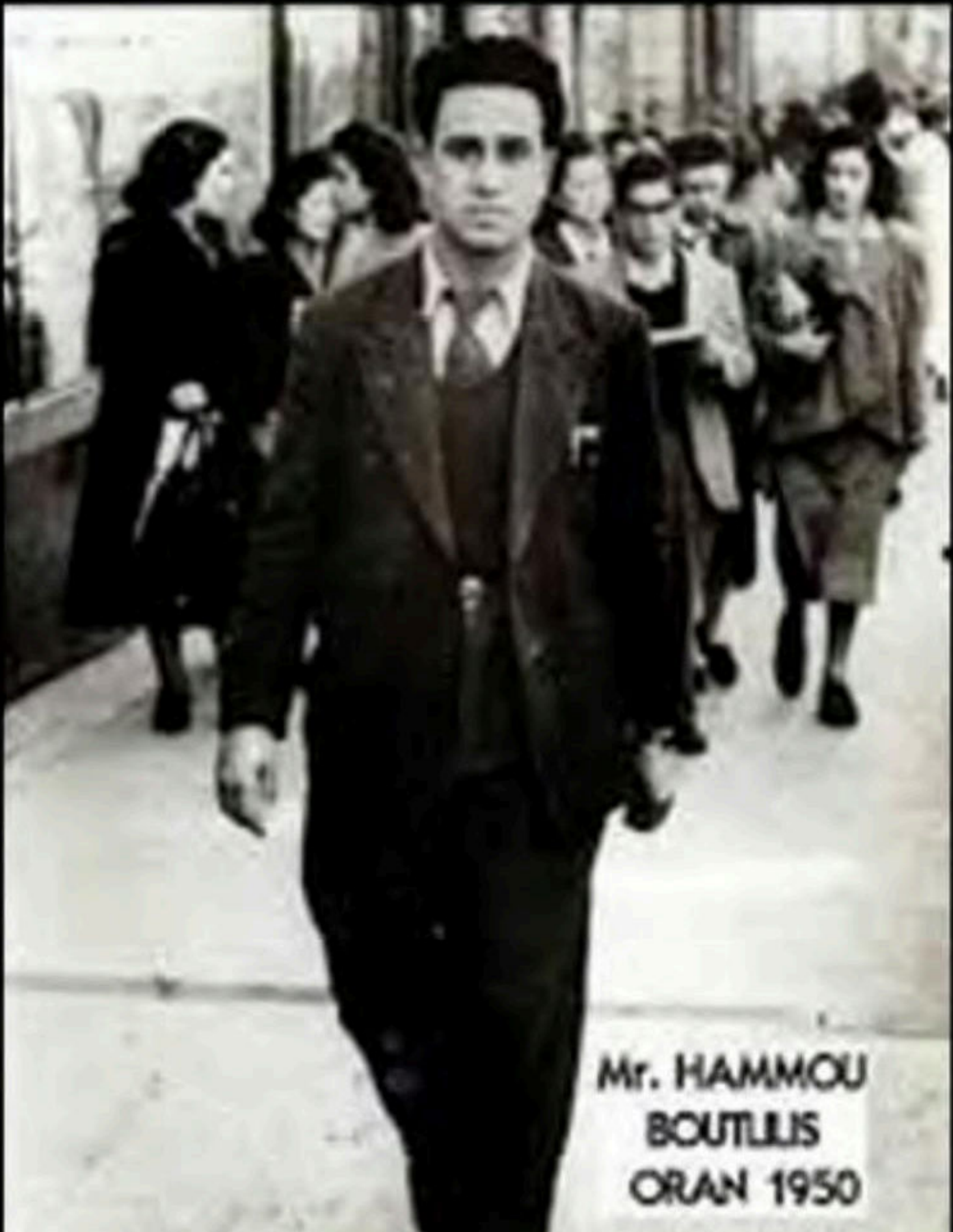
Quelque temps après, au cours d'une mission, il est repéré par les forces coloniales alors qu'il se trouve dans un refuge à Beni Yahia-Ouled Maâref, dans la daïra de Aïn-Boussif, wilaya de Médéa. S'en suit un accrochage qui durera plusieurs heures (de 16h à 21h). Si Mokhtar donnera du fil à retordre aux militaires français les obligeant même à utiliser des lucioles pour éclairer la zone qu'ils finissent par bombarder pour venir à bout des combattants retranchés. Mohamed Lakhdari, « Si Lakhdar », et son compagnon le lieutenant Ahmed Ben Saâd tombent au champ d'honneur après avoir vaillamment résisté à l'ennemi. Ils reposent tous deux au cimetière de Birine.

Hassina Amrouni

Source

http://wilaya4.org/biographies_2.php

Hamou ***BOUTLELIS***



Chahid sans tombe

Par Hassina Amrouni

Hamou Boutlelis. Encore un autre chahid sans sépulture. Disparu en octobre 1957, il compte parmi les valeureux martyrs de la guerre d'Algérie.

Natif d'Oran, Hamou Boutlelis y voit le jour le 5 septembre 1920. Ses parents vivaient au départ dans le faubourg d'El Hamri avant de s'installer à Medina Djedida, désigné à l'époque sous le nom de « Village nègre ».

Fils de Si Habib, un bouchertripier du marché « Lamoricière », rebaptisé marché Sidi Okba, à la demande des élus du MTLD, le jeune Hamou n'est pas porté sur les études. Aussi, une fois son certificat d'études primaires en poche, il raccroche le tablier pour tenter de gagner sa croûte, en faisant toutes sortes de petits métiers.

En 1936, Hamou Boutlelis est recruté comme clerc chez maître Abecassis. Une année plus tard, et sur recommandation de son ami et aîné Abdelkader Kettaf, il rejoint le cabinet de maître Jeantet, notaire. Toutefois, le jeune homme qui espérait apprendre les ficelles du métier se retrouve à faire des tâches domestiques. Ce qui le rebute au plus haut point. Refusant de « porter le panier au patron », il claque la porte. Il faut dire que Hamou n'est pas homme à courber l'échine. Il rebondit très vite, en versant dans d'autres petits métiers mais il ne perd pas de vue sa passion pour le sport, notamment l'athlétisme et le football qui, non seulement l'aident à passer du temps avec ses amis mais lui permettent aussi de mener une vie saine.

Adolescent bien dans sa peau, Hamou Boutlelis n'en demeurait pas moins révolté par toutes les injustices que subissait le peuple algérien au quotidien. Lui-même a eu sa part de brimades et d'humiliations lorsqu'il travaillait chez les colons. Aussi, au fond de lui, grandissait une révolte sourde qui allait le pousser à s'engager pour la révolution.

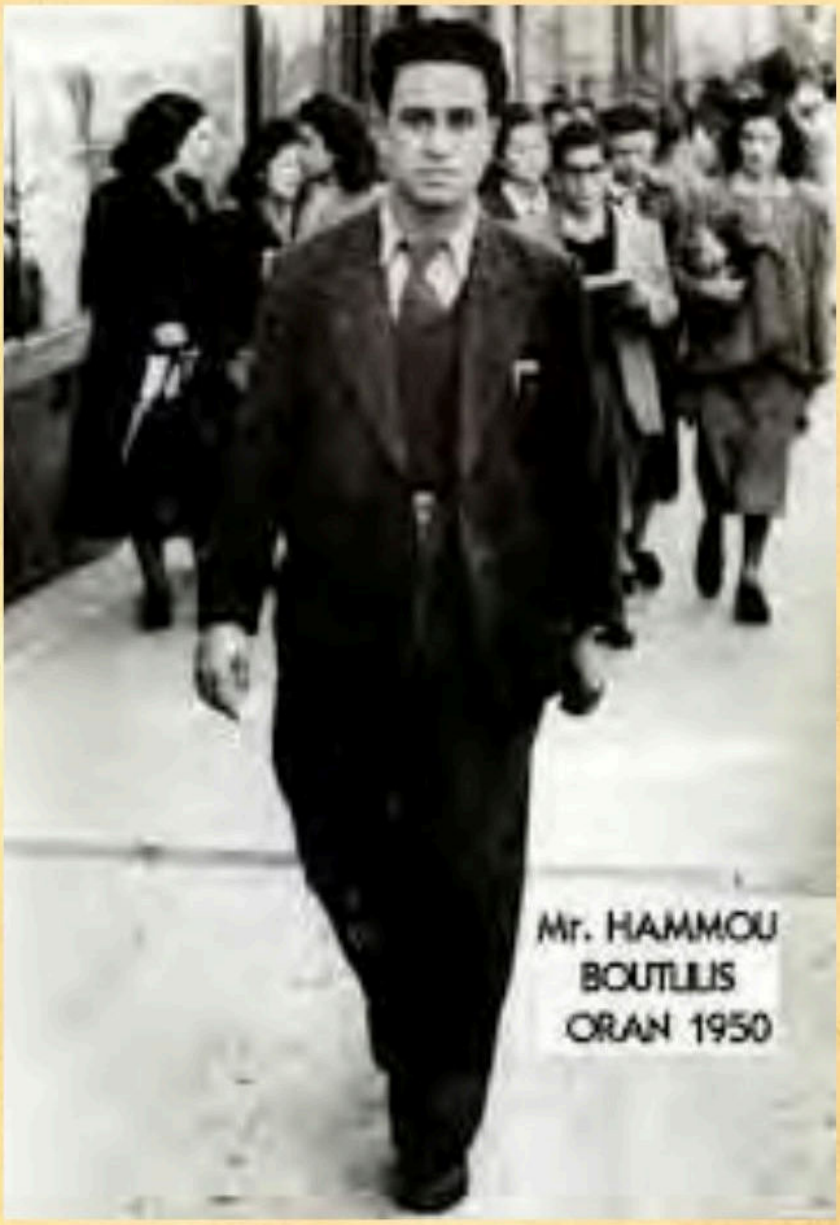
A l'âge de 16 ans, il commence à militer dans les rangs de l'Etoile Nord-africaine (ENA), des amis du journal El-Ouma, avant de rejoindre le Parti du peuple algérien (PPA) puis le Mouvement pour le triomphe des libertés (MTLD). Le

jeune Hamou est pris dans l'élan du nationalisme, aussi, lorsque Messali Hadj anime un meeting au garage « Rossi » à Oran, le 17 mars 1937, c'est Hamou qui, pour la première fois, brandira l'emblème national. Le lendemain, il rencontre le leader du PPA, à l'Hôtel de la Paix à Sidi El-Houari. Pour le jeune homme, rencontrer le zaïm est une grande fierté, ce qui le pousse à continuer à militer. Une année plus tard, en sa qualité de membre de la jeunesse nationaliste au sein du Parti du Peuple algérien, Hamou organise les groupes de jeunes des différents quartiers populaires et les incorpore dans des équipes de football afin de les éloigner du chemin de l'oisiveté et du vice.

En même temps, les sections de scouts sont créées avec le premier groupe En-Nadjah dans un magasin de cordonnier au boulevard Joffre, actuellement Bd Maata Mohamed El-Habib. Hamou et d'autres jeunes du PPA tiennent la rue avec un autre militant, une grande figure du Mouvement national à Oran, Abdelkader Torki.

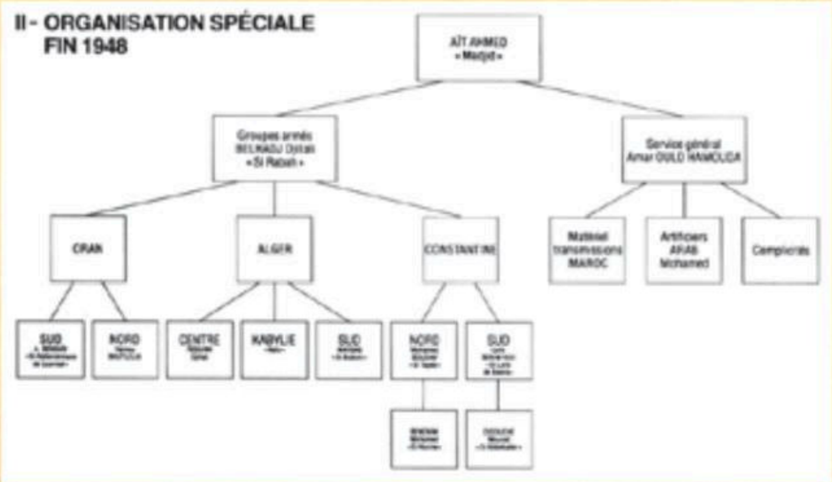
Au début de la Seconde Guerre mondiale, le PPA et le Parti communiste algérien (PCA) sont dissous. Tous les militants algériens entrent alors dans la clandestinité afin de poursuivre leurs activités.

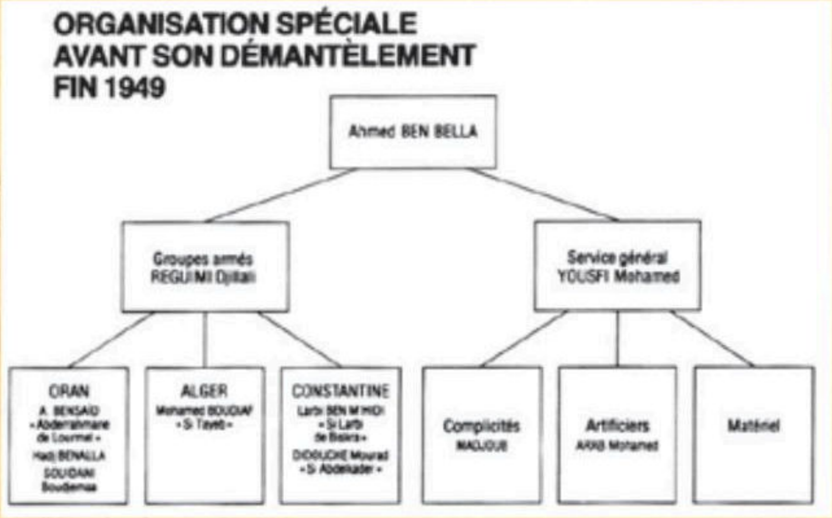
L'année 1947 verra l'élection des députés au Parlement. Les nationalistes se présentent avec une liste du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques). En 1949, Hamou Boutlelis est arrêté puis relâché quelques mois après..



En 1951, il est à nouveau arrêté en même temps que d'autres membres de l'Organisation Secrète (OS). Jugé par le tribunal d'Oran, le procès fait grand bruit. En effet, en ce 12 février 1951, les dockers du port d'Oran organisent une grève et manifestent à l'appel des militants de la CGT (Confédération générale des travailleurs), protestant contre la répression et demandant la libération des détenus.

Hamou est condamné à six ans de prison. Au terme de son incarcération, et alors qu'il devait être libéré le 22 octobre 1957, il est « relaxé » la veille, le 21 octobre





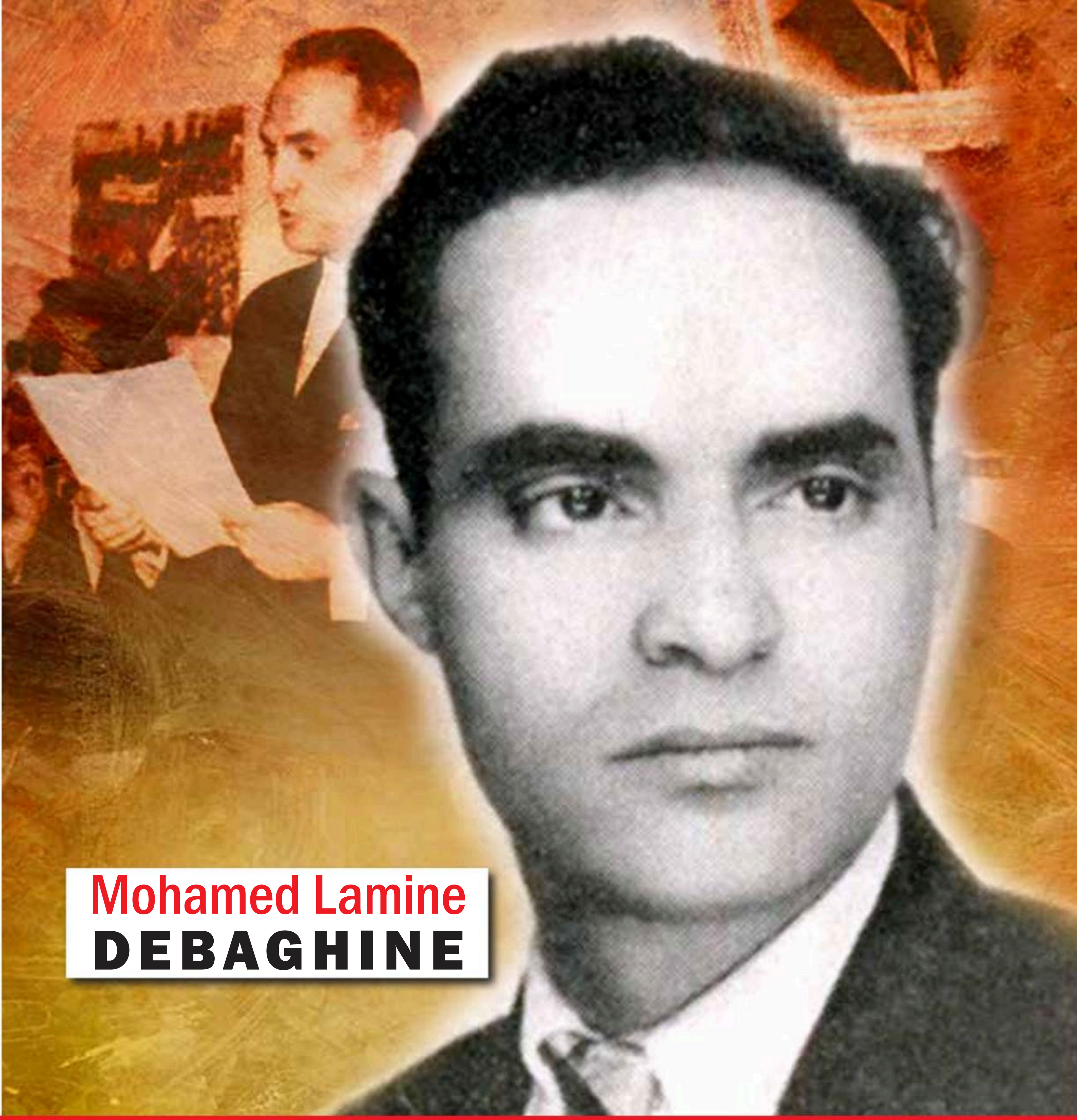
La poste d'Oran

mais il ne rejoindra jamais son domicile. Ni sa famille ni son avocat et encore moins ses compagnons n'auront de nouvelles de lui.

Lors d'un colloque organisé au musée du moudjahid d'Oran, à la fin octobre 2000 et intitulé « Le martyr sans tombe », des compagnons d'armes du chahid sont venus apporter des témoignages sur sa disparition qui selon eux aurait été enlevé à sa sortie de prison sur ordre de hauts responsables de l'administration coloniale.

Hamou Boutlelis fait lui aussi partie de cette longue liste de martyrs sans tombe dont le sacrifice n'aura pas été vain.

Hassina Amrouni



Mohamed Lamine DEBAGHINE

LE MÉDECIN MILITANT NATIONALISTE

Par Hassina Amrouni

Grande figure du nationalisme algérien, Mohamed Lamine Debaghine a toujours milité pour une Algérie libre et indépendante, y compris au sein de l'Assemblée nationale où il siégeait en tant que député dans le milieu des années 40 sur la liste du MTLD. Ses prises de position courageuses lui vaudront le respect de ses compatriotes et la crainte de ses ennemis.

Originaire de Cherchell, Mohamed Lamine Debaghine voit le jour le 24 janvier 1917 à Hussein-Dey, au sein d'une famille de la classe moyenne. Doté d'une grande intelligence, le petit Mohamed Lamine travaille assidûment pour pouvoir s'affirmer dans une société où l'indigène est écrasé par un système colonial inique. Décrochant son bac avec brio, il obtient une bourse qui lui permet d'entreprendre des études de médecine. A la Faculté d'Alger, les étudiants algériens se retrouvent entre les cours et dans leurs discussions, la condition de l'Algérien revient tel un leitmotiv. Mohamed Lamine anime souvent les débats avec fougue et force argumentaire, il devient très vite l'une des figures marquantes de l'Association des étudiants musulmans Nord-Africains dont il sera élu vice-président en 1938.

Une année plus tard, il adhère au Parti du peuple algérien (PPA), il n'a alors que 21 ans et est en dernière année de fac de médecine mais le jeune homme surprend par sa perspicacité et son engagement militant. Quelques mois après son entrée au parti, il prend la tête de l'organisation secrète après l'emprisonnement de Messali Hadj et tente de réorganiser le PPA clandestin.

Lamine Debaghine, en médaillon

Durant la Seconde Guerre mondiale, tout en affichant une position sans équivoque contre les partis fascistes d'Allemagne et d'Italie, il refuse d'accomplir son service militaire et de s'engager pour la France.

Au lendemain du débarquement des troupes alliées en Afrique du nord, le 8 novembre 1942, Mohamed Lamine Debaghine prend part à la rédaction du Manifeste du peuple algérien et à la restructuration du mouvement nationaliste révolutionnaire.

Son activisme, qui n'est pas vu d'un bon œil par les autorités coloniales, le conduit à son arrestation en 1943 en compagnie de plusieurs militants dont Benyoucef Benkhedda, son ami de longue date et compagnon de lutte. Pour la première fois, les militants sont soumis à des séances de torture. Mohamed Lamine Debaghine, en tant que figure de proue du mouvement de contestation, est supplicié pendant de longues heures par ses bourreaux qui tentent vainement de lui soutirer des renseignements sur l'organisation à laquelle il appartient et sur les personnes

qui la dirigent. A l'extérieur, la solidarité s'organise et la mobilisation pour la libération des prisonniers n'essouffle pas. Après quelques mois sous les verrous, Mohamed Lamine Debaghine et ses compagnons sont libérés en décembre 1943.

Son diplôme en poche, le jeune médecin s'installe à El Eulma, dans la région de Sétif où il ouvre un cabinet médical. Ainsi, il peut prodiguer son aide aux populations rurales, souvent livrées à elles-mêmes dans cette Algérie colonisée. Parallèlement, il continue de militer d'autant que son métier est une bonne couverture pour se faire discret et ne pas attirer l'attention des autorités coloniales. Recherché par les services de police française suite à son implication dans les événements du 8 mai 1945, Mohamed Lamine Debaghine réussit à leur échapper.

A la suite de la loi d'amnistie du 9 mars 1946, il reprend ses activités publiques mais le PPA est toujours interdit d'où la poursuite d'actions clandestines jusqu'à la libération de son leader, Messali Hadj en cette même année 1946.

Ce dernier, dès son retour de Brazzaville où il était déporté, tente de convaincre ses militants d'une participation aux élections législatives du 10 novembre 1946, chose que la majorité des dirigeants du PPA réprouve. Lui aussi opposé à ce choix politique, Mohamed Lamine Debaghine se présente néanmoins dans le département de Constantine mais sous les couleurs du Mouvement pour le Triomphe des libertés démocratiques (MTLD), le PPA étant toujours interdit par l'administration coloniale. Il est ainsi élu député de la deuxième circonscription de Constantine.

Lamine Debaghine

Durant son mandat au sein de de l'Assemblée, Mohamed Lamine Debaghine se fera remarquer par ses positions courageuses, prônant à chaque prise de parole, le droit du peuple algérien à l'autodétermination. La date du 20 août 1947 reste en ce sens mémorable car ce jour, les députés du MTLD contestent ouvertement le droit à une assemblée française à légiférer sur des questions relatives à l'avenir de l'Algérie. Tout en rejetant l'idéologie coloniale, Lamine Debaghine affirme la réalité de la nation algérienne en revenant sur sa longue Histoire, appelant dès lors à la libération et à l'indépendance du peuple algérien. Un argumentaire qui sera à chaque fois au cœur du discours du mouvement nationaliste algérien.

S'éloignant sensiblement de la position « réformiste » adoptée par Messali Hadj, Mohamed Lamine Debaghine va alors parcourir le pays, tentant de convaincre les

Guerre de libération

Histoire

Lamine Debaghine debout

jeunes militants de la nécessité d'une réforme réelle du parti. Ces derniers répondent favorablement à son discours, ce qui élargira l'écart entre lui et Messali Hadj qui le considère, dès lors, que comme son principal adversaire.

Mohamed Lamine Debaghine finit par envoyer sa démission à partir de Tunis et, le 1er décembre 1949, il est officiellement exclu par le Comité central.

A la veille du déclenchement de la lutte libératrice, il rejoint le Front de libération nationale, rejetant au passage une offre d'adhésion au sein du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA).

Le 24 juin 1955, il est arrêté pour « association de malfaiteurs » et interné pendant six mois. A sa libération, il reprend contact avec le FLN et c'est Abane Ramdane qui le réintègre, en l'appelant à ses côtés à la fin de 1955.

Assigné à résidence par le préfet de Constantine, il quitte clandestinement l'Algérie. Séjournant quelque temps à Paris, il rallie ensuite le Caire où il finit par être nommé à la tête de la Délégation extérieure du FLN, il devient membre titulaire du CNRA au Congrès de la Soummam en août 1956, du CCE élargi en 1957 puis Premier ministre des Affaires étrangères du GPRA en septembre 1958 avant de démissionner de son poste le 15 mars 1959.

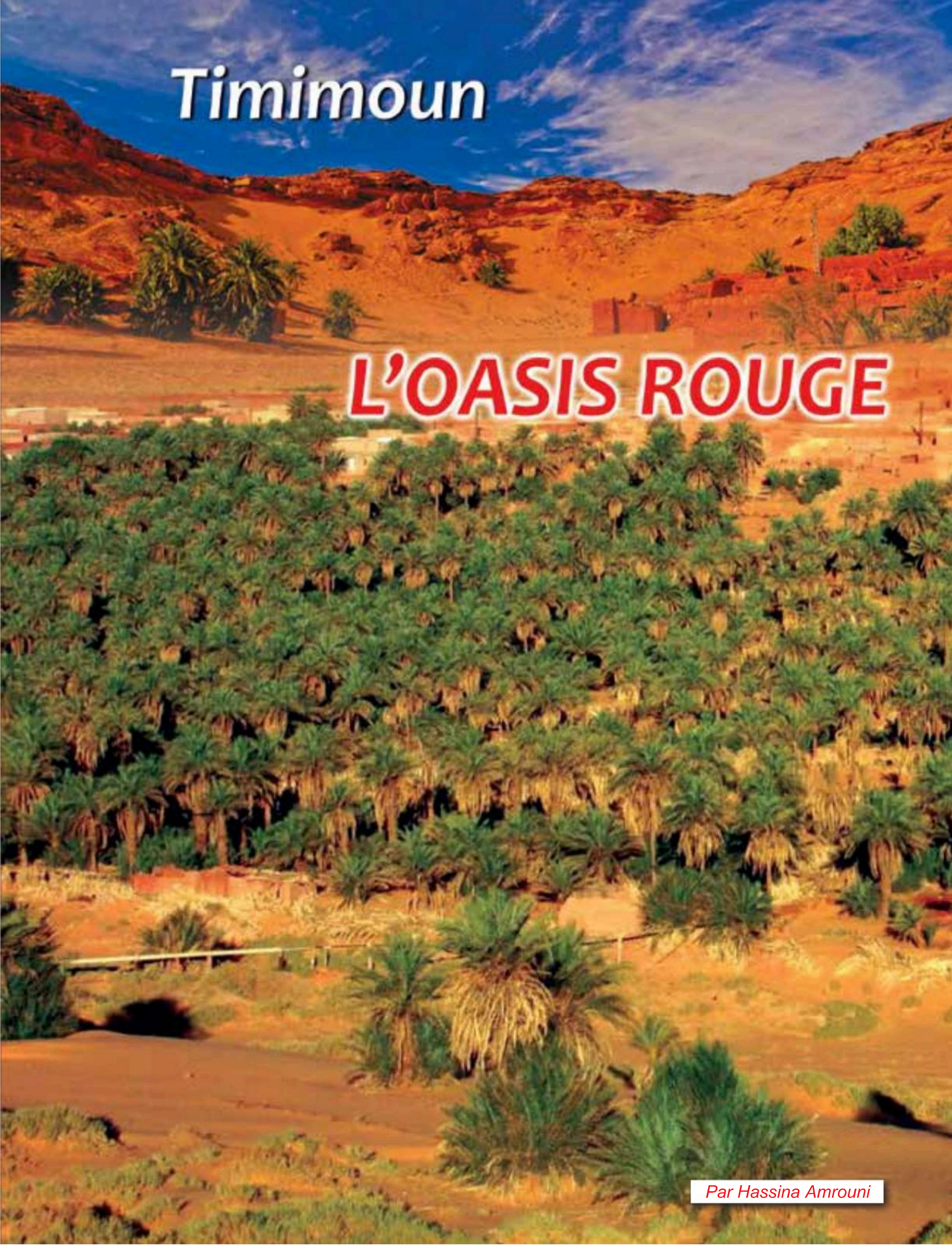
Au lendemain de l'indépendance, il se retire de toute vie politique et rouvre son cabinet médical à El Eulma. Il y exercera la médecine jusqu'à la retraite.

Le 20 mars 2003, Mohamed Lamine Debaghine décède à Alger des suites d'une attaque cérébrale. Il est enterré au cimetière de Sidi M'Hamed à Alger.

En hommage à son long parcours militant et à son engagement tout au long de la glorieuse lutte du peuple algérien pour sa libération du joug colonial, l'ex hôpital Maillot de Bab-el-oued a été rebaptisé à son nom.

Hassina Amrouni

Lamine Debaghine assis, à gauche de Ferhat Abbas



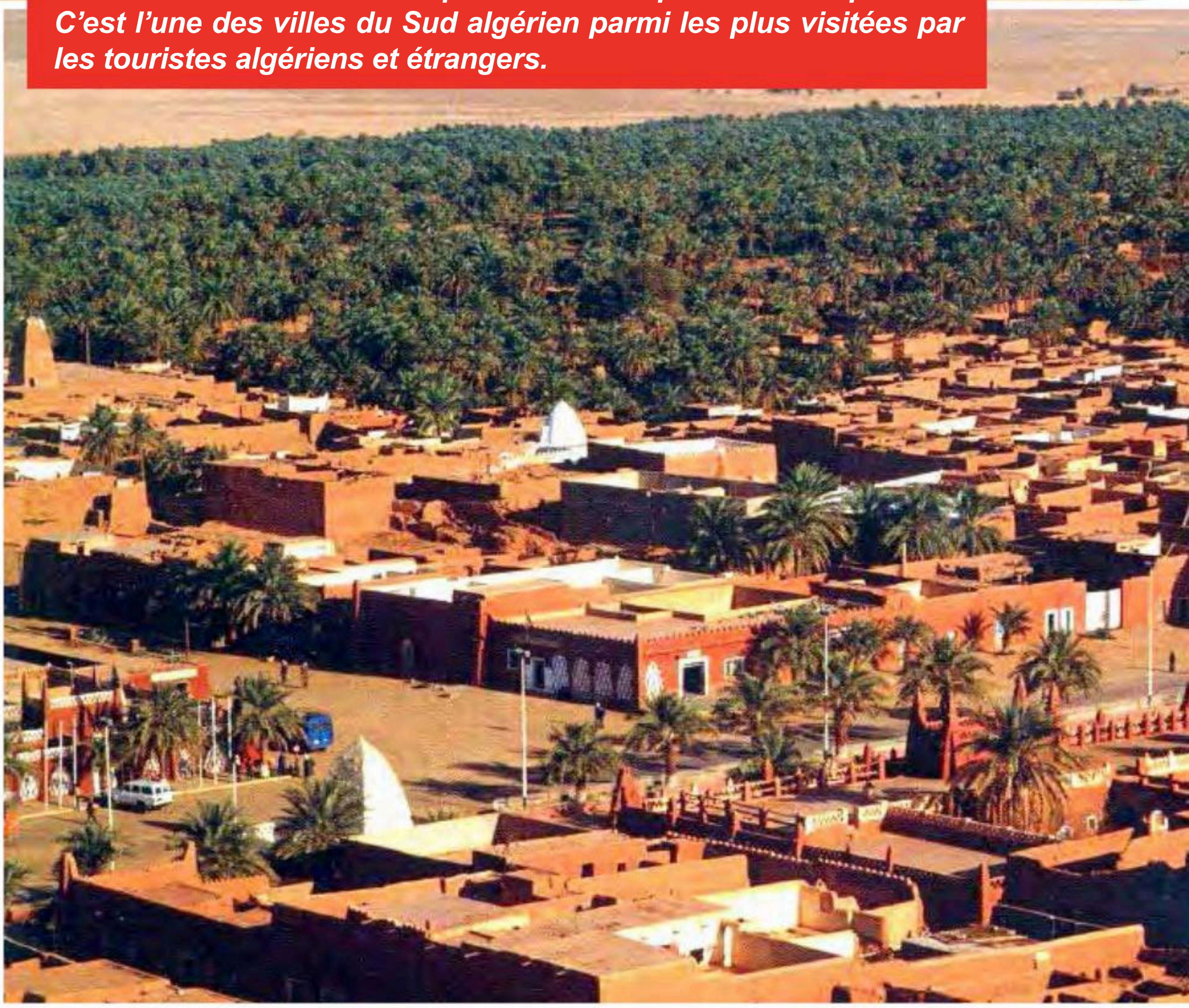
Timimoun

L'OASIS ROUGE

Par Hassina Amrouni

Timimoun

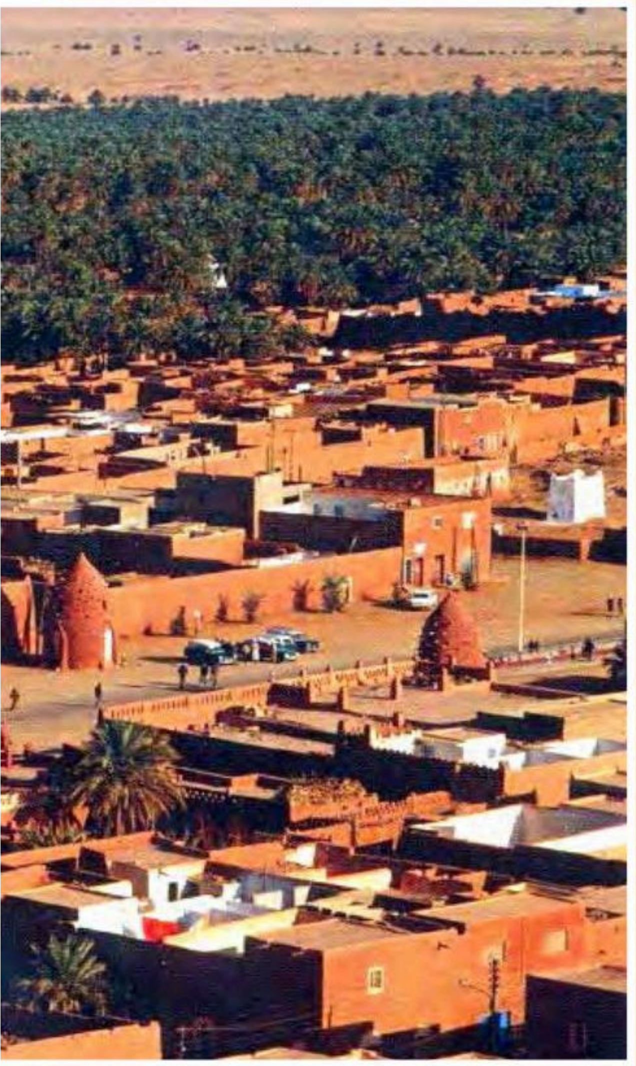
Timimoun. Qui ne connaît pas ou n'en a pas entendu parler ? C'est l'une des villes du Sud algérien parmi les plus visitées par les touristes algériens et étrangers.



Commune de la wilaya d'Adrar, Timimoun, surnommée « *l'Oasis rouge* », est située à l'ouest du plateau de Tademait. Elle est entourée d'un ensemble d'oasis bordant le Grand Erg Occidental. Dominant la Sebkha qui, autrefois, était tantôt un fleuve, tantôt une étendue lacustre, Timimoun offre, aujourd'hui, un magnifique panorama sur toute la partie méridionale du Grand Erg Occidental.

Capitale du Gourara, « *Gourara* » étant la déformation linguistique du mot zénète « *Tigurarin* » qui signifie « *campements* », Timimoun subjugue par sa beauté magique.

Au commencement donc étaient des groupes humains installés dans la région depuis la préhistoire. Des fouilles effectuées dans la région ont permis la mise au jour des vestiges de l'homo erectus, se situant entre un million et 500 000 ans. Ces vestiges consistent



rait se traduire par une désertion de la région au sud du Grand Erg Occidental par les populations néolithiques. Elles auraient abandonné une région devenue insalubre pour aller à la recherche des eaux et de conditions plus favorables, dans les fonds interdunaires à l'intérieur même de l'Erg ». (*)

Courageux et téméraires, les premiers habitants, loin de se résoudre à l'aridité des vastes terres s'y sont, au contraire, installés et y ont fait pousser la vie. Un miracle de la grande volonté des hommes. Des siècles durant, ils ont appris à apprivoiser cet environnement pourtant hostile. Peu à peu, à force de volonté, de savoir-faire, ils ont réussi à faire pousser des palmiers, l'arbre-roi, ainsi que des arbres fruitiers. Chaque goutte d'eau exploitée à bon escient a permis à cette région désertique de devenir un lieu où il fait bon vivre.

notamment en des bifaces de l'Acheuléen, découverts dans les sites de la zaouïa Si El Hadj Belkacem et de Massine.

Le sud de Timimoun a révélé également l'existence de sites de l'Atérien. Toutefois, la séquence néolithique reste plus présente au nord et absente au sud de Timimoun. Selon, le Dr Nadjib Ferhat : « *En terme de peuplement de la région et d'évolution des paysages, ceci pour-*

L'eau, c'est la vie

Avec une nappe souterraine abreuvée par les eaux des oueds Seggeur, Gharbi et Namous, Timimoun, à l'instar des cités sahariennes bâties à la lisière des oueds, est entourée d'une végétation dense. Il faut savoir que c'est grâce à l'ingéniosité des hydrauliciens sahariens que le système des foggaras a pu capter et distribuer la moindre goutte d'eau. Une technique traditionnelle millénaire qui permet à l'eau d'être acheminée à travers des centaines de kilomètres de galeries souterraines pour être équitablement répartie via un écheveau de canalisations, de bassins et de peignes de distributions. Cet ouvrage collectif que l'on retrouve, par ailleurs, dans toutes les régions du sud, permet à l'eau, denrée rare mais ô combien vitale, d'être utilisée avec parcimonie sans être gaspillée. Mais surtout, elle est accessible à toutes les terres agricoles.

Naissance d'une cité

Le Gourara, qui, comme indiqué plus haut, signifie « *campements* », a, depuis la nuit des temps, accueilli des hommes qui, en se déplaçant dans le vaste Sahara, y faisaient une halte. Le Gourara devient ainsi lieu de repos ou de refuge pour des populations diverses. Les premiers à s'y installer

durablement, voire à se sédentariser sont, vraisemblablement, les Haratines, descendants de l'homme du néolithique mais aussi descendants d'esclaves soudanais, arrachés à leur terre natale. Au fil des siècles, d'autres masses humaines vont venir se confondre avec les premiers arrivés. Fuyant parfois les guerres, d'autres fois la famine, ils vont trouver sur cette terre, bienveillance et sérénité.

Lorsque les premiers conquérants étrangers arrivent, en l'occurrence les Romains, les Vandales et les Byzantins, des flux importants de populations dont des Gétules, Zénètes, Juifs de Cyrénaïques, Numides... vont fuir. Dès lors, des liens vont se tisser, allant au-delà de la cohabitation.

Relais du commerce caravanier

Avec le mélange de toutes ces populations, on va assister à la naissance du commerce transsaharien. En effet, vers la fin du VIIe et le début du VIIIe siècle, et avec l'extension de l'islam et l'usage généralisé du dromadaire, les échanges commerciaux vont apparaître. Il est, selon Bernard Lugan, chercheur au CNRS, *« organisé le long d'axes caravaniers et au départ des villes nées dans le Sahara »* (*)

22 TIMIMOUN. — Départ des Méharistes de la Saoura

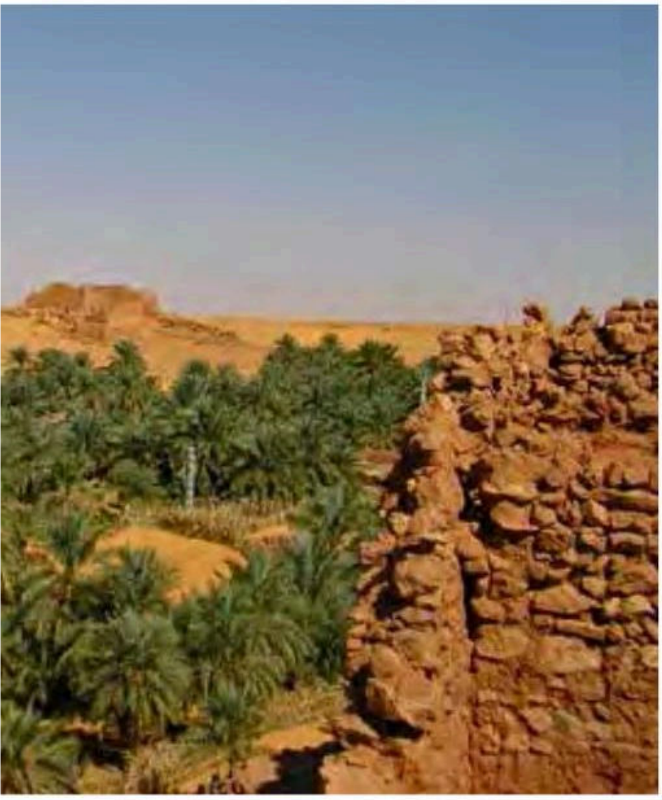
Timimoun

Jusqu'au Xe siècle, les Zénètes ibadites dominent les échanges depuis les villes du Maghreb jusqu'aux empires de l'ouest africain. En raison de l'intensité des échanges, ils vont créer un réseau de citadelles et de greniers fortifiés pour stocker céréales, dattes...

Mais cette période faste prend fin avec l'avènement du règne des Fatimides. Ces derniers vont ruiner Tihert, la capitale des Rostémides et Sijilmassa en 909. Fuyant la région, les Ibadites fondent Sedrata d'où ils seront chassés par les Hammadites. Ils trouvent finalement refuge dans la région du sud qui deviendra plus tard le M'Zab. Les Zénètes sont, eux aussi, chassés de Sijilmassa par les Fatimides.

Des alliances se créent, d'autres se défont jusqu'au XIe siècle où l'arrivée des Hilaliens a lieu au milieu d'une grande division entre les Berbères zénètes et Sanhadja. Ils vont alors bouleverser l'histoire du Maghreb. Cependant, l'empire Almoravide, en pleine expansion, va changer la donne. Après l'annexion du Touat et du Gourara, les Almoravides finissent par exercer leur hégémonie sur les canaux du commerce transsaharien.

Au XIIe siècle, les Almohades arrivent au pouvoir, évinçant les Almoravides. Ils vont étendre le territoire de l'islam. Quant au commerce, ils vont ouvrir une grande voie allant du Niger jusqu'en Andalousie, avec le Touat comme étape charnière. C'est pourquoi, Abdelmou'min, successeur d'Ibn Toumert, enverra son fils dans le Gourara où il restera une année. C'est, selon certaines sources, durant cette période qu'est construit le principal ksar de Timimoun.



A la chute de l'empire Almohade au XIIIe siècle, le Maghreb sera écartelé entre Mérinides (à Fès), Zianides (à Tlemcen) et Hafsides (à Tunis). Là encore, le Gourara va vite s'imposer comme importante voie de passage et Timimoun va jouer un rôle de médiateur, entretenant des liens à la fois avec les Mérinides et les Abdelwadides (Zianides).

L'insécurité finit par régner, entrainant le déplacement des routes de commerce vers l'Est par le Touat Gourara, le M'Zab, Ouargla et la Tripolitaine, provoquant ainsi le déclin des villes du Maghreb.

Cependant, le Gourara et Timimoun trouveront refuge dans la foi et la protection d'hommes au destin particulier qui leur serviront à la fois de guides et de protecteurs.

Conquête française

Lorsque la France débarque à Alger en 1830, la progression de ses armées à l'intérieur des terres se fait progressivement. Après les grandes villes du nord, le sud voit lui aussi l'invasion de ce nouveau conquérant. En 1849, Biskra tombe entre les mains ennemies après la sanglante révolte des Zaâtchas. Les Ouled Sid Cheikh, Bouâmama, le M'Zab, El Goléa, In Salah, résistent farouchement mais finissent par tomber. Seule Timimoun reste imprenable. Finalement, les ksour du Gourara, du Touat et

Ancienne photo du lavoir de Timimoun

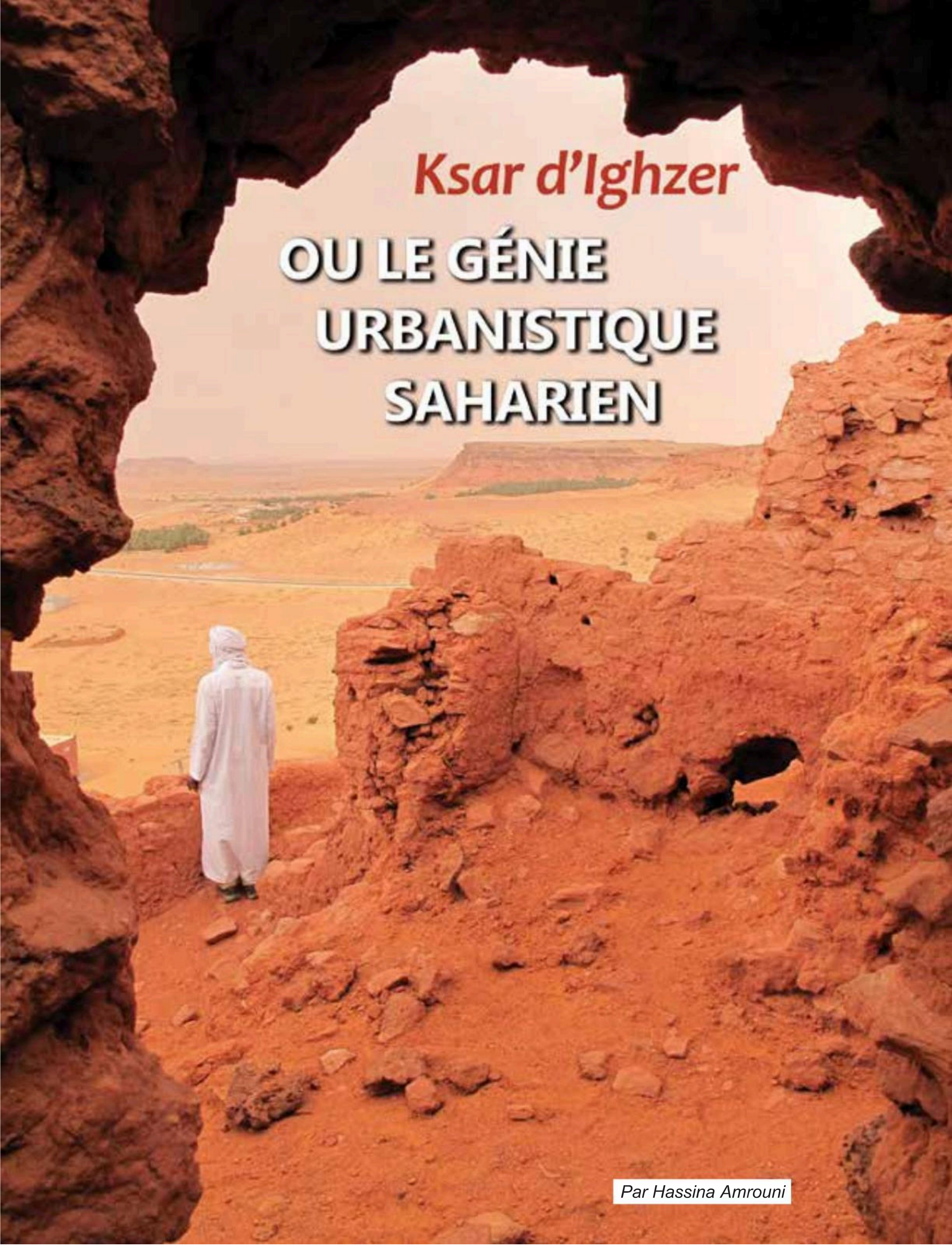
du Tidikelt ne parviennent pas à tenir tête au déploiement de force de l'armée coloniale française et tombent, elles aussi, en 1900.

Hassina Amrouni

Sources :
(*) « Universelle Algérie », éd. Zaki Bouzid, Alger 2007
Articles divers de la presse nationale

Ksar d'Ighzer

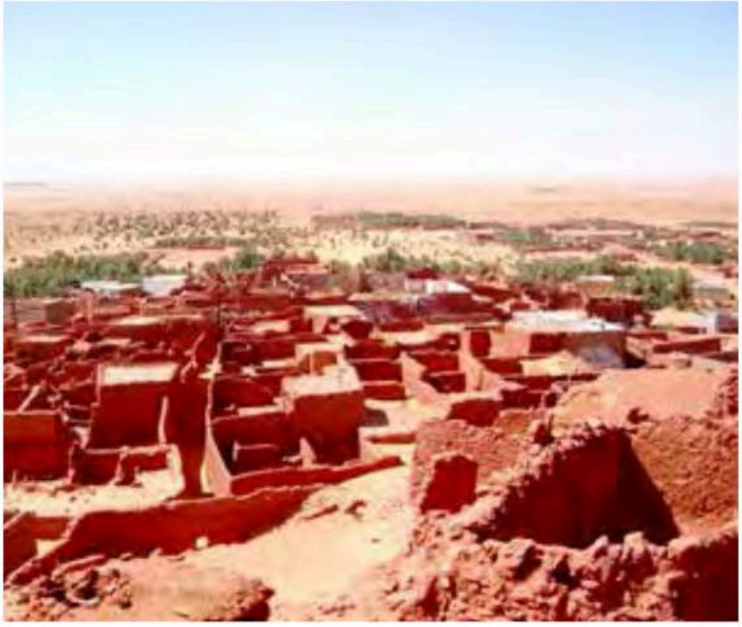
OU LE GÉNIE URBANISTIQUE SAHARIEN



Par Hassina Amrouni

Timimoun

En dominant la sebkha, Timimoun a toujours bénéficié de conditions géomorphologiques qui ont facilité la vie sédentaire des premiers hommes installés dans la région.



Au fil des siècles, cette vie s'est animée dans toute la région du Gourara, avec l'implantation de ksour et de palmeraies. Situés le long des voies de communication et de commerce, les ksour étaient des sortes de relais entre l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne.

Aujourd'hui, ces centres historiques ont perdu leur lustre d'antan. Selon Samira Haoui Bensaada, architecte qualifié des monuments protégés et enseignante chercheur à l'université de Blida : « *Le ksar se délite, se paupérise. Il est abandonné ou subit une transformation incontrôlée : cette attitude a été nuisible à sa*

préservation en rompant un équilibre socioculturel et en mettant en péril l'écosystème oasien » et d'ajouter : « l'espace ksourien subit une dévalorisation, causée par un processus de transformations, de dégradations et d'abandon rapides, et une marginalité accrue dans la structure urbaine de la ville et dans la planification locale ». (*)

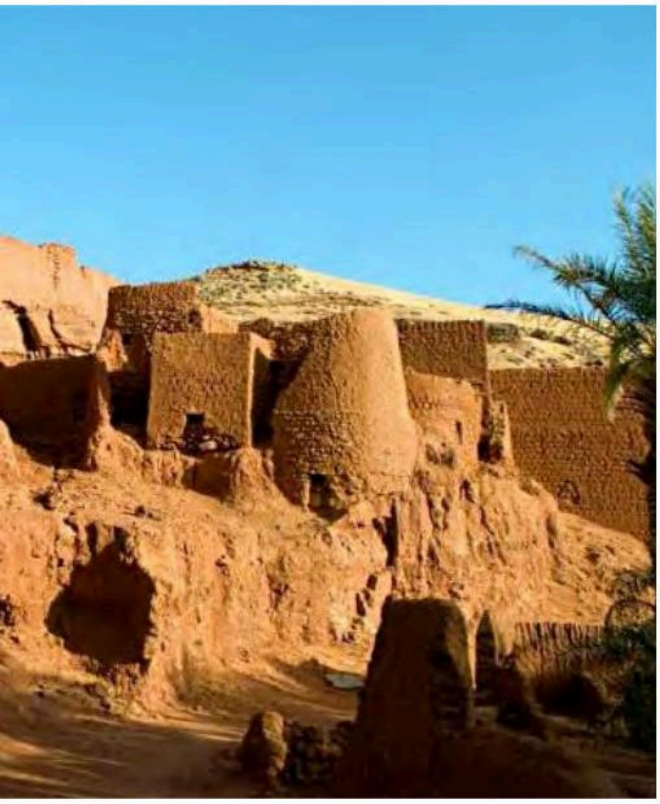
En dépit de leur dégradation -avancée pour certains-, ces ksour dont la valeur patrimoniale est indéniable, continuent d'attirer les touristes visitant la région, toujours subjugués par le génie urbanistique des premiers habitants du Sahara.

Ksar d'Ighzer

Situé dans la commune d'Ouled Saïd à une dizaine de kilomètres de Timimoun, le ksar d'Ighzer est l'un des plus anciens sites archéologiques du Gourara, encore visibles aujourd'hui.

Construit par les tribus zénètes, lors de leur installation dans la région, ce vieux ksar, niché sur un site rocailleux appelé « *Dar El Hassi* », domine le lac de Timimoun. Les terres étant abreuvées d'eaux souterraines, les premiers habitants ont pu y faire pousser des palmeraies, source de subsistance, jusqu'à nos jours.

Les tribus berbères, à l'origine de ce site, ont construit une citadelle qui a réussi à résister aux vicissitudes du temps, d'abord grâce aux matériaux utilisés (toub ou pisé, argile, sable,



pierres, troncs et feuilles de palmiers) et qui sont adaptés aux conditions climatiques de la région mais aussi grâce à l'architecture adoptée et qui a permis à ses habitants de se prémunir contre les incursions ennemies. Avec ses remparts, sa tour de guet et son accès labyrinthique et sinueux, le ksar était un site imprenable et sûr pour ses habitants.

A l'intérieur, cette Casbah du désert était composée d'ilots, à savoir les flancs Est et Ouest et Dar El-Hassi, séparés par des voies d'accès. Au fil des siècles, le ksar a connu une extension de ses issues et ruelles et s'est étoffé d'une mosquée et d'une maison d'hôtes pour accueillir les visiteurs mais le tout, réalisé dans une belle harmonie avec l'espace déjà existant pour ne pas le dénaturer.

On y trouve également « *Dar El Cadi* » (tribunal), mitoyen du marché pour dénouer rapidement d'éventuels conflits liés au commerce, une « *rahba* » (esplanade) ainsi qu'un

« *maqam* » (mausolée d'un des saints patrons de la région). Ce dernier, de forme conique et peint en blanc, trône au milieu de la palmeraie et du ksar et constitue « *une partie de la mémoire populaire collective de la région* ».

Les maisons, quant à elles, possèdent une entrée dont le seuil est placé à contre-courant du sable et des vents. Elle donne accès à la « *Skifa* », cette cour intérieure, baignée d'un puits de lumière, est le trait d'union entre l'extérieur et l'intérieur de l'habitation.

La répartition des chambres se fait tout autour de cette skifa, sous des arcades, desservant une cuisine, une salle de séjour et un grenier installé sur la terrasse qui sert de lieu de repos durant les nuits estivales.

Jalousement préservé par ses habitants, ce ksar est surtout le cheval de bataille de l'association d'Ighzer pour la protection des sites touristiques qui, depuis sa création en 1996, œuvre sans relâche à la mise en valeur de patrimoine ancestral en initiant des actions de sensibilisation et de restauration du ksar mais aussi en faisant découvrir aux touristes et autres visiteurs les us et coutumes des habitants du Gourara.

Hassina Amrouni

Sources :
http://www.aps.dz/regions/57835-le-ksar-d-ighezer-un-vestige-temoin-du-genie-architectural-dans-le-gourara-adrar
(*) http://www.rehabimed.net/wp-content/uploads/2011/02/2.2.HAOUI%20Samira.pdf
http://www.amistimimoun.org/5Echeances/Ighzer.pdf

Foggaras de Timimoun

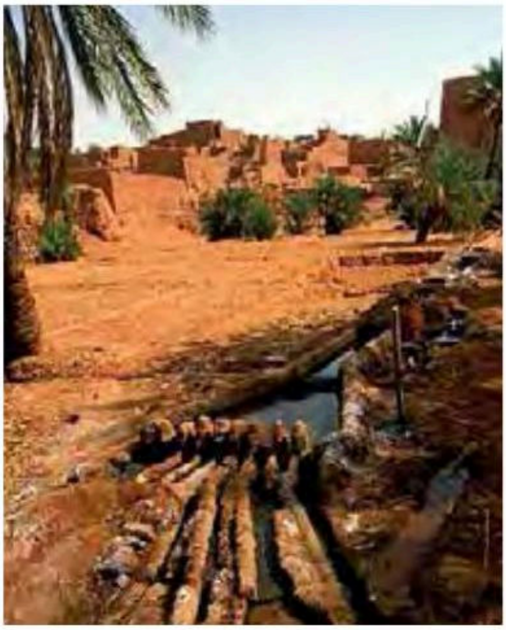
Système d'irrigation traditionnel

Par Hassina Amrouni

Timimoun

« L'eau, c'est la vie » mais dans le Sahara, l'eau est une denrée rare. Aussi, les habitants du Sud ont, depuis des millénaires, creusé le sol en quête de puits enfouis sous les immenses dunes de sable. Avec beaucoup de patience et de savoir-faire, ils ont réussi, au fil du temps, à mettre en place un système d'irrigation fort ingénieux, par le biais duquel, ils assurent la distribution équitable des eaux de crues, alimentant vergers et puits.

Ce que nous désignons en Algérie sous le nom de *« foggara »*, est un système hydraulique existant dans une trentaine d'autres pays sous d'autres noms : *khettara* au Maroc, *qanat romani* en Jordanie et en Syrie, *kariz* en Afghanistan et au Pakistan, *falj* au sultanat d'Oman, *kriga* en Tunisie ou *kanerjing* en Chine. Cependant, la plus ancienne technique de captation des eaux souterraines remonte à plus de 3000 ans et a été découverte au nord-ouest de l'Iran. Ce pays comptait par le passé plus de 50 000 *qanats* en exploitation, aujourd'hui, il n'en reste que 22 000.

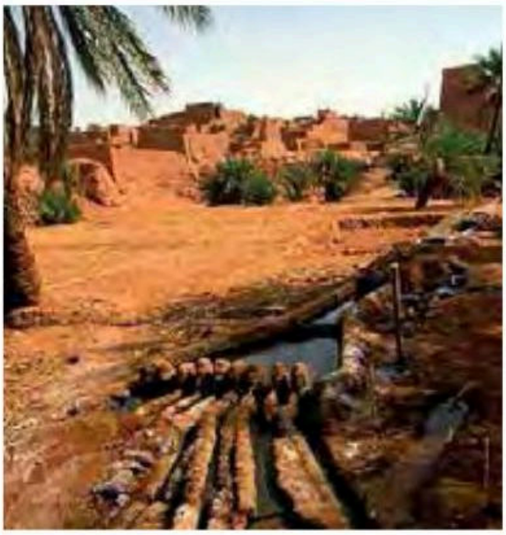


En Algérie, on situe l'utilisation des premières foggaras dans le sud du côté de Tamantit, entre le XIe et le XIIe siècle, avant que la pratique ne soit adoptée par d'autres populations du vaste Sahara, notamment dans le Touat et le Gourara. A ce jour, la plus grande foggara est celle d'El Meghier (9 km), dans la région de Timimoun. Si on ignore exactement l'époque de son forage, on suppose qu'elle *« aurait été développée par le marabout Sid Othmane et son fils, qui vivaient au IXe siècle de l'hégire ».*

Comment fonctionnent les foggaras ?

La foggara est un système de *« captage des eaux à l'aide des galeries drainantes munies de puits d'aération »*. Si la source d'eau captée diffère d'un système à un autre, la foggara capte les eaux de la nappe albienne, plus grande réserve d'eau douce au monde (plus de 50 milliards de mètres cubes) et située entre la Tunisie, la Libye et l'Algérie (70%).

« La foggara est une galerie souterraine légèrement inclinée, qui draine



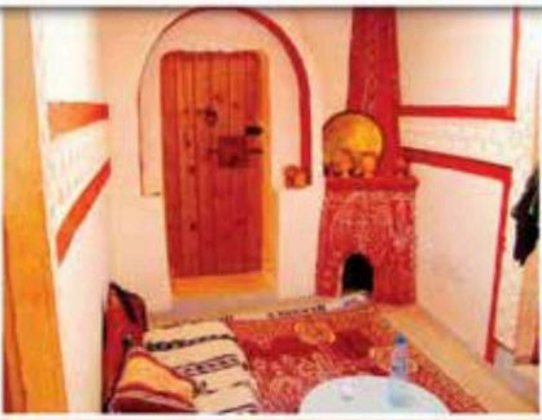
l'eau de l'aquifère en amont vers les terrains les plus secs situés en aval, en direction de la palmeraie. Ce procédé utilise un système de galeries en pente douce d'une longueur pouvant atteindre les 20 km, équipées d'une série de puits d'aération espacés de 5 à 22 m, dont la profondeur peut atteindre 20 m. La distance minimale entre les foggaras est de 80 m ».

En Algérie, il existe plus de 900 foggaras, malheureusement, ce système hydraulique traditionnel est menacé de disparition, *« en raison de problèmes techniques et sociaux »*, d'où la proposition faite par l'Algérie d'inscrire cette technique sur la liste du patrimoine mondial sauvegardé de l'Unesco.

Hassina Amrouni

Sources :
https://www.erudit.org/fr/revues/rseau/2010-v23-n2-rseau3868/039903ar/
http://www.jle.com/download/sec-278820-vers_la_disparition_de_lune_des_plus_grandes_foggaras_dalgerie_la_foggara_del_meghier--W-OpJH8AAQEAACY-anUAAAAD-a.pdf
https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/dz

L’ancien Hôtel « Oasis Rouge »



JOYAU ARCHITECTURAL CLASSÉ PATRIMOINE HISTORIQUE

Par Hassina Amrouni

Timimoun

Véritable joyau architectural, l'hôtel « Oasis rouge » de Timimoun a été classé monument historique en janvier 2015.

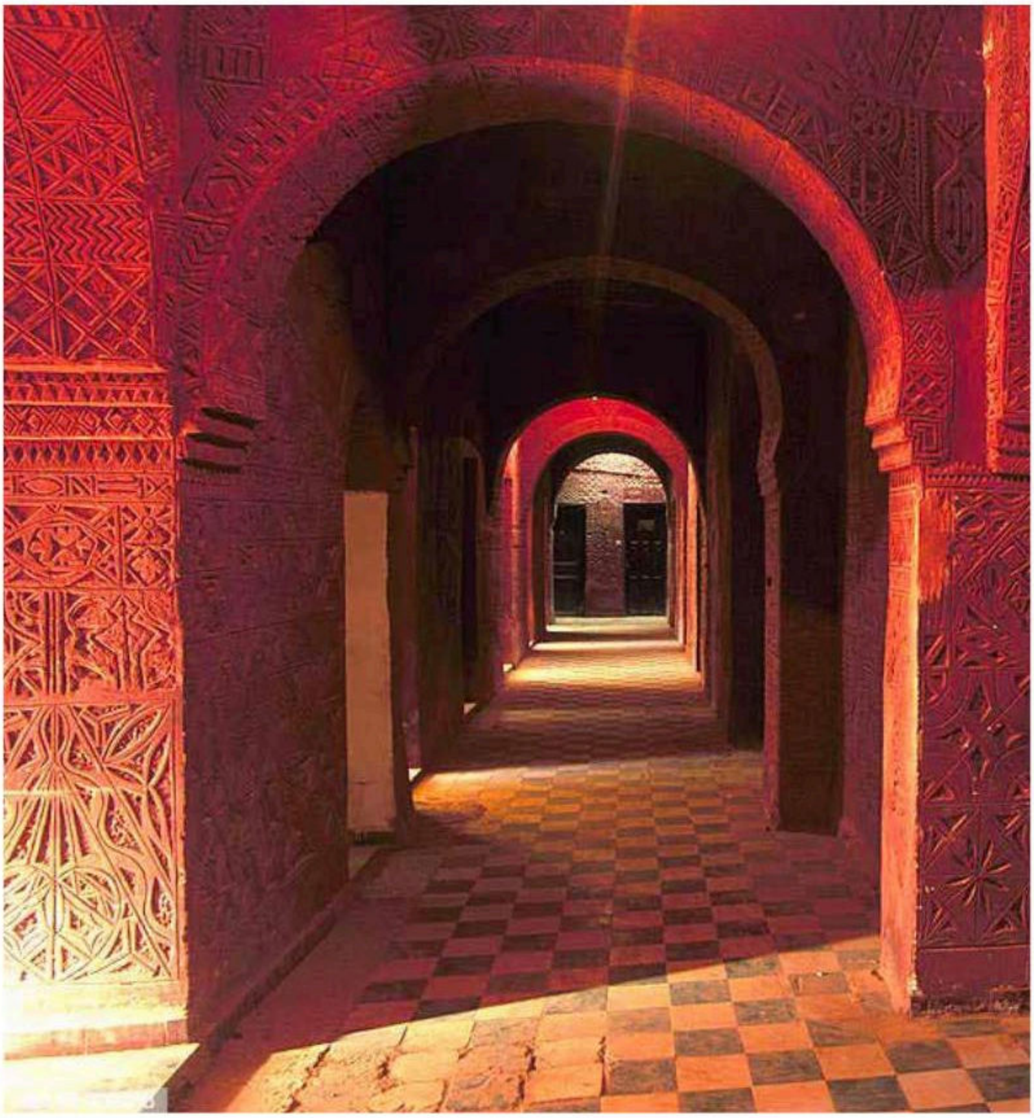
Situé en plein centre-ville, cet édifice construit en terre pisée rouge dans un style berbéro-soudanais est un fleuron de l'architecture. Yasmine Terki, directrice du Centre national du patrimoine culturel bâti en terre (Capterre), installé au sein de ce même monument le décrit ainsi : « *C'est un très bel ouvrage de type néo-soudanais bâti, en adobes ou briques de terre crue dont les espaces de circulation sont, entièrement, sculptés de motifs géométriques berbères zénètes, en bas-relief, témoins d'un savoir-faire ancestral de la région du Gourara (...). Depuis 2014, il est devenu la vitrine idéale du Capterre, un établissement qui a pour vocation la promotion des architectures de terre, à des fins de préservation du patrimoine architectural bâti en terre* ».

Bâti entre 1912 et 1917, sous la maîtrise d'œuvre d'un officier français du génie militaire pour des besoins d'intendance militaire, l'édifice passe, en 1925, entre les mains de la compagnie générale transatlantique qui en fait un prestigieux caravansérail du Sahara, baptisé « *Hôtel transatlantique de Timimoun* ».

Fermé pendant une année pour réaménagement, l'hôtel « *Transat* » est inauguré le 15 avril 1926, une date coïncidant avec l'inauguration du circuit automobile du Grand Erg. Plusieurs personnalités seront conviées à cet événement dont son altesse royale Charlotte, grande duchesse du Luxembourg.

Rebaptisé en 1965 «*Oasis rouge*», l'hôtel finit par fermer ses portes en 1996. Restauré par des mains expertes, il rouvre ses portes trois ans plus tard, abritant désormais le siège du Centre de rayonnement culturel de Timimoun.

Cette nouvelle institution entièrement dédiée à la culture locale et régionale accueille jusqu'en 2003 le Festival « *Cannes Junior* » ainsi que le 1er rassemblement des Cultures des peuples des déserts du monde.

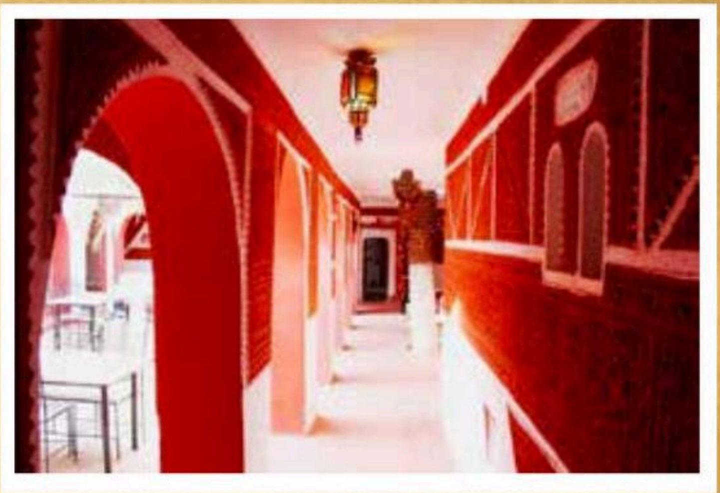


Les associations culturelles et club de jeunes y organisent diverses manifestations au grand bonheur d'une population assoiffée de culture et d'art.

A noter que le Centre de rayonnement culturel de Timimoun offre un lieu d'exposition permanent dans une de ses plus belles salles. Il est aussi doté d'une bibliothèque, de même qu'il héberge en permanence plusieurs clubs et associations offrant aux jeunes adhérents l'occasion de s'adonner aux activités culturelles (ciné-club, informatique, environnement, dessin sur soie, musique, théâtre et chant choral).

Hassina Amrouni

Sources :
https://femmesdetimimoun.wordpress.com/2011/04/28/le-oiasis-rouge/
Quotidien d'Oran du 26/2/2017
La Tribune du 20/1/2010



Ahellil du Gourara

Un patrimoine immatèriel universel

Par Hassina Amrouni

Timimoun

Pratique artistique ancestrale, propre aux Zénètes du Gourara, l'Ahellil a été classé en novembre 2005 sur la liste du patrimoine mondial oral intangible de l'humanité par l'Unesco.

Pratiqué lors des fêtes religieuses et pèlerinages mais aussi lors des fêtes profanes comme les mariages ou les foires locales, l'Ahellil, localisé dans la partie berbérophone du Gourara, symbolise « *la cohésion de la communauté dans un environnement difficile et véhicule les valeurs et l'histoire des Zénètes dans une langue aujourd'hui menacée de disparition* ».

Ce spectacle traditionnel se déroule à la tombée de la nuit. « *Un*

groupe d'hommes se réunit en plein air et forme un cercle au milieu duquel se trouve un abashniw (poète

et chanteur soliste), un bab n tamdja (flûtiste) et un bab n qallal (percussionniste, joueur de tambour). Tous, épaule contre épaule, répètent en chœur derrière le soliste et son orchestre, ces complaintes faites de suppliques et de quête de pardon et de grâce. Ahellil chante l'amour et la mort, Dieu et les hommes, le pur et l'impur. Dans un enchevêtrement sublime, il fait cohabiter sacré et profane. Il relate l'histoire (la petite et la grande). Des événements locaux, des épopées amoureuses, des conflits familiaux s'intercalent entre le rappel de préceptes religieux et le récit de batailles mémorables. Pris par le rythme de sa propre voix, l'abshniw exécute des postures de plus en plus gracieuses. Ses génuflexions accentuées par la tonalité d'une voix aiguë de plus en plus poignante provoquent des mouvements, vers l'avant puis des retours, de la partie du cercle à laquelle il s'adresse. » (A. Moussaoui).

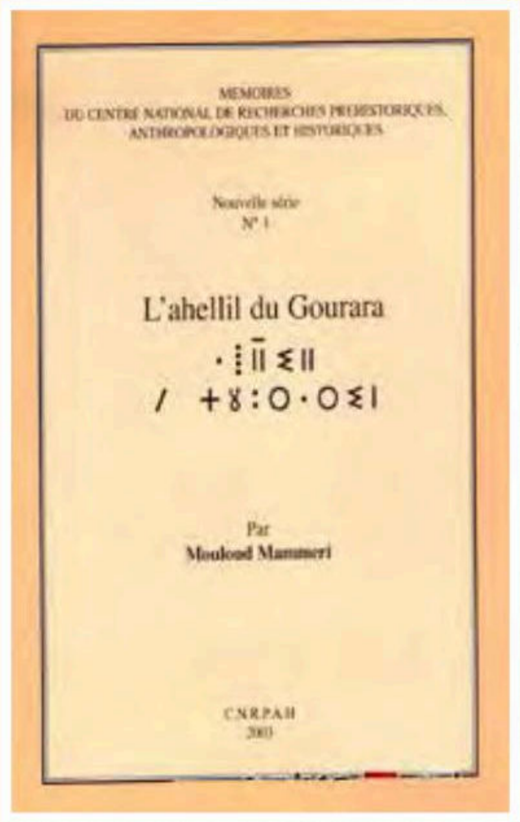
A la fois poésie, chant polyphonique, musique et danse, l'Ahellil réunit jusqu'à une centaine de personnes, autour du soliste. Elles lui donnent la réplique en tapant dans leurs mains, produisant une sorte d'écho qui fait monter l'émotion d'un cran.

Suivant un schéma bien défini, l'Ahellil s'ouvre sur lemserreh, ouverte à tous, cette partie, composée de chants courts, connus de toute l'assemblée, dure jusqu'à une heure avancée de la nuit, puis débute la seconde partie, en l'occurrence l'aougrout, réservée aux plus expérimentés. Celle-ci se prolonge jusqu'à l'aube pour laisser place en troisième partie au tra qui s'achève avec le lever du soleil.

L'œuvre colossale de Mouloud Mammeri sur l'Ahellil

Mouloud Mammeri a beaucoup contribué à la connaissance et à la reconnaissance de cette pratique artistique traditionnelle.

Deux années après son installation à la tête du Centre de recherche en anthropologie préhistoire et éthnographie, en 1969, il découvre la région du Gourara et ses multiples richesses patrimoniales. Il met en place une équipe pluridisciplinaire réunissant l'étude de la littérature orale, l'ethnomusicologie, l'anthropologie historique, la sociologie de l'éducation, de la santé et des pratiques religieuses. Sous sa direction, les cher-



cheurs vont aller à la rencontre de la population locale, recueillir de la bouche des anciens « *les maîtres de la parole* », cette riche poésie orale déclamée lors de la cérémonie de l'Ahellil. Ce travail de fond va durer de 1971 à 1979, de longues années, durant lesquelles Mouloud Mammeri et son équipe vont parcourir le Gourara, Fatis au nord jusqu'à l'Aougue-rout au sud, enregistrant, transcrivant et recueillant des textes millénaires.

Ce travail de longue haleine se matérialise par la publication d'un

ouvrage, considéré à ce jour, comme « *LA* » référence pour tout chercheur désirant se lancer dans l'étude de cette poésie très complexe et très structurée dont la maîtrise n'est loisible qu'à une poignée de Gouraris.

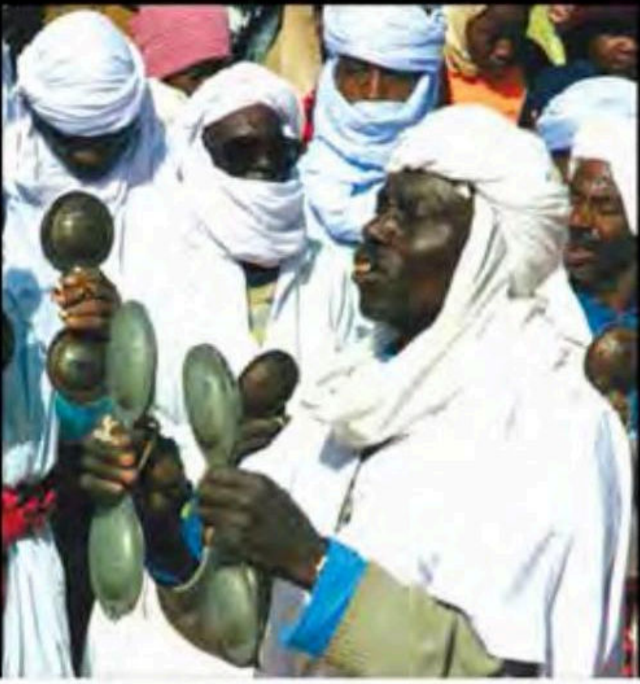
Ancré dans la tradition et le patrimoine local, l'Ahellil qui était jadis pratiqué en diverses occasions a connu un certain déclin, du fait du désintérêt des jeunes d'aujourd'hui à cette pratique, modernité oblige.

Aussi, le festival national de l'Ahellil, institué en 2006 et le classement de cette pratique par l'Unesco en 2005 ont contribué à lui redonner un second souffle mais surtout à l'inscrire dans la pérennité.

Hassina Amrouni

Sources :
http://www.amistimimoun.org/6Publis/Timimounlamystique2.pdf
http://mammeri100.dz/index.php/fr/partimoine-immateriel/34-l-ahellil-du-gourara-classe-patrimoine-culturel-immateriel-de-l-humanite

S'boue de TIMIMOUN



Une fête célébrant la naissance du **Prophète Mohamed (QSSSL)**

Par Hassina Amrouni

Timimoun

Classé par l'Unesco, le s'boue de Timimoun fait partie du patrimoine immatériel de l'humanité depuis 2015.

Cette fête cultuelle très ancienne, célébrée chaque Mawlid Ennabaoui dans la région du Gourara, est l'occasion pour des milliers de pèlerins de converger vers Timimoun dont des membres de tribus sahariennes qui viennent *« se rencontrer »*, *« résoudre »* des conflits et *« resserrer »* leurs liens sociaux dans une atmosphère de *« liesse »* et de récitation du Coran.

Célébration du 7e jour de la naissance du prophète Mohamed (QSSSL), le s'boue a lieu le 19 de Rabie el Awal de l'année hégirienne. A ce titre, les tribus des Ouled El Hadj Belkacem et Hamou Zine donnent le coup d'envoi des festivités, en faisant des offrandes aux descendants du cheikh Sidi El Hadj Belkacem.

Après l'ouverture des célébrations et l'accomplissement des prières du Dohr et d'El Asr, avec récitation de deux ahzab (sections) du Coran, la procession de pèlerins se rend au mausolée de Sidi El Hadj Belkacem où elle se recueille jusqu'au coucher du soleil. Les deux tribus reviennent à Timimoun pour accomplir la prière du Maghreb puis, entame la lecture du Coran en intégralité.

Les pèlerins assistent au cours de cette nuit à la déclamation de qçaid (poèmes) et ce, jusqu'à la fin des célébrations.

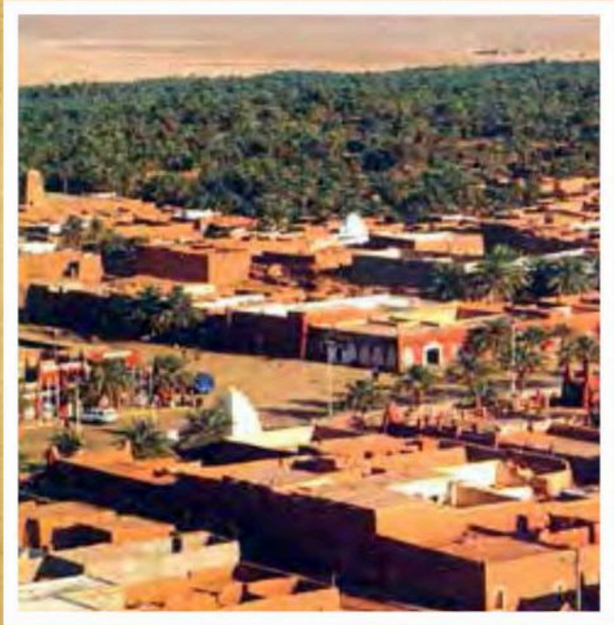
Tout au long de la semaine du s'boue (du 12e au 19e jour de Rabie Awal), un florilège de festivités est organisé (baroud, el hadra, danses traditionnelles...), plongeant la communauté dans une ambiance de liesse et de joie. Les ksour du Gourara et plus particulièrement le ksar de Timimoum font revivre ainsi et de fort belle manière, une fête traditionnelle ancestrale.

Des ziaras sont effectuées aux zaouias des saints patrons et chacune d'elle est reconnaissable à son étendard et son groupe de baroudeurs. Parmi eux, on retrouve les bannières de Sidi El Hadj Abou

Timimoun

Mohamed du Ksar de Tabelkouza, de Ouled Said, Sidi Ahmed Ben Youcef du ksar de Massine, de Sidi Ibed Almouzdouedj d'El Djidir, de Ouled Aissa, de Sidi Yedda de la région de Msahel et de Sidi Brahim Ben Ahmed du Ksar Louadjda.

Arrivées au lieu-dit « *El Djebel* », les troupes folkloriques « *El Baroud* » offrent des spectacles exceptionnels, où se mélangent folklore et louanges à Dieu et au prophète. La procession rejoint ensuite « *El Houfra* », prenant auparavant le soin de faire une halte au mausolée de Cheikh El Hadj Belkacem. Arrivés à leur ultime destination, les pèlerins invoquent dans une grande ferveur religieuse Dieu et son prophète Mohamed *(QSSSL).*

Hassina Amrouni

Sources :
http://www.amistimimoun.org/6Publis/Timimounlamystique2.pdf
https://www.vitaminedz.com/sboue-de-timimoun/Articles_94_2700314_1_1.html
Divers articles de la presse nationale